

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 214. — 14 NOVEMBRE 1964

## **ELECTION A LA PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE**

# APPEL AUX TRAVAILLEURS

Les élections présidentielles imposent un choix décisif aux travailleurs et à leurs organisations. Irons-nous à la bataille contre le pouvoir gaulliste UNIS ou EN ORDRE DISPERSE AVEC DES CANDIDATURES MULTIPLES ?

Les travailleurs savent que seule UNE CANDIDATURE UNIQUE DE LA GAUCHE AUX ELECTIONS PRÉSIDENTIELLES peut permettre la victoire populaire et le départ de De Gaulle. La première condition pour y parvenir est la discussion d'une plate-forme commune de la gauche.

Cette plate-forme ne peut être un simple catalogue de propositions qu'on oublierait ensuite comme on l'a trop souvent vu sous la IV<sup>e</sup> République. Elle ne peut pas non plus être un chèque en blanc à un candidat, ce qui serait adopter le système gaulliste de la V<sup>e</sup> République

qui abandonne à un homme l'avenir de la Nation.

Cette plate-forme commune doit porter sur les options essentielles de la politique française : institutions et perspectives d'une marche vers le Socialisme, plan économique répondant aux besoins des masses populaires, politique internationale, enseignement.

Les travailleurs comprennent que c'est seulement en opposant une politique commune de gauche à celle du pouvoir gaulliste qu'il sera possible de mobiliser l'opinion.

Le P. S. U. propose aux travailleurs et à leurs organisations à l'échelon national, départemental et local, de discuter ensemble de cette plate-forme commune.

— TOUS UNIS contre le régime que soutiennent l'ensemble des forces réactionnaires.

**TOUS UNIS POUR PARVENIR  
A LA CANDIDATURE UNIQUE  
DE L'OPPOSITION SOCIALISTE**



## POUR LA SURVIE DE T. S.

Depuis sa création, il y a bientôt quatre ans, « Tribune Socialiste » a paru régulièrement sans défaillance : exploit technique réussi chaque semaine par une équipe de militants bénévoles, mais aussi un exploit financier renouvelé chaque semaine.

La rédaction et l'administration ont constamment cherché à améliorer la formule de notre hebdomadaire. Dans ce sens, un nouvel effort vient d'être réalisé, que nous voulons et devons poursuivre ; pour cela, nous avons besoin du concours de tous.

Depuis deux ans, les frais de fabrication n'ont cessé d'augmenter (impression, papier, clichés, photos, routage, etc.) et nous nous voyons contraints (plusieurs mois après tous les quotidiens et hebdomadaires) d'augmenter nos tarifs (voir ci-dessous).

Nous espérons que vous continuerez à nous accorder votre confiance et que, dès maintenant, vous nous aiderez, soit

- en renouvelant votre abonnement par anticipation,
- en abonnant vos parents et amis,
- dans la mesure du possible, en envoyant des abonnements ou réabonnements de soutien.

« Tribune Socialiste » est actuellement le seul hebdomadaire socialiste français.

Nous vous demandons de lui permettre de survivre.

Nous devons nous serrer les coudes et être solidaires dans notre combat contre le capitalisme et le gaullisme.

La liberté d'expression ne se supprime pas seulement par des arrestations ou des saisies. Elle est le plus souvent étouffée par des impossibilités matérielles de parution.

Il nous faut continuer à paraître pour défendre nos idées, combattre nos adversaires, préparer nos luttes.

Aidez-nous.

C'est pour nous une question de jours.

Si nous devons arrêter notre parution, nous aurons cent fois plus de difficultés pour réparaître. Et nos adversaires triompheront, et nos amis se décourageront.

Nous vous lançons cet appel avec inquiétude.

Merci de nous épauler.

**La Commission internationale demande aux Fédérations, sections et correspondants du parti de lui faire parvenir les noms et adresses de leurs militants et sympathisants partis à l'étranger et notamment dans les pays du Tiers-Monde.**

**Ecrire 81, rue Made-moiselle, Paris-15<sup>e</sup>.**

## APPEL AUX FÉDÉRATIONS

Dans son rapport au Conseil national, notre camarade Harris Puisais a précisé, au nom du Bureau national, la situation financière de notre journal.

En même temps que se déroule la campagne anticipée d'abonnements et de réabonnements, il a demandé aux Fédérations UN EFFORT EXCEPTIONNEL.

Il faut absolument, dans le délai de 15 jours, que chaque Fédération :

- prenne à sa charge
- ou effectue individuellement :

**20 nouveaux abonnements d'un an par Fédération.**

Il faut, d'ici 15 jours, avoir 1.500 abonnés nouveaux.

**C'est une question de vie ou de mort pour T. S.**

## Pour la libération de nos trois camarades encore détenus pour l'aide apportée à l'Algérie

Le Conseil national de Lyon a longuement applaudi debout et unanimement la déclaration de Mme Suzanne Gerbe, de Lyon, protestant contre l'incarcération des trois militants encore détenus, deux ans après les accords d'Evian, pour avoir apporté leur appui à la lutte pour l'indépendance algérienne.

Nous avons pensé que les lecteurs de « T.S. » aimeraient avoir connaissance du texte intégral de l'intervention de notre camarade. Nous souhaitons que les militants du parti et tous ceux qui, à côté de lui, ont courageusement défendu le droit à l'indépendance du peuple algérien manifestent auprès des Pouvoirs publics pour que très vite la liberté soit redonnée à nos camarades encore emprisonnés.

Au dernier Conseil national du P.S.U. de juin 1963, j'avais lancé un appel à toutes les Fédérations pour qu'une campagne soit entreprise en faveur des détenus condamnés pour leur action en faveur de l'indépendance du peuple algérien.

Déjà à ce moment, ceux qui restaient encore dans les prisons étaient « les oubliés ». Nul d'entre nous n'aurait pensé que deux ans après les accords d'Evian, alors que le peuple algérien a célébré deux fois déjà les fêtes de son indépendance — alors que cette idée d'indépendance qui fut portée avec clairvoyance et courage par notre jeune parti est devenue la doctrine officielle — nul d'entre nous n'aurait pensé qu'il puisse encore rester dans les prisons trois oubliés : Gérard Marliot, Claude Bachelet et Ramiazack.

D'autres, dans l'intervalle, ont obtenu leur libération. Dans notre ville : J.-J. et Nicole Brothier, Claudie Duhamel.

Faut-il penser que leur qualité d'universitaire n'a pas été absolument étrangère à leur libération ? D'éminents professeurs de faculté, des écrivains, des artistes, même ceux qui étaient fort loin de partager leurs opinions, émus par leur courage et leur jeunesse ont rejoint les organisations de gauche dans les actions entreprises en leur faveur.

Mais sur Bachelet et Marliot, obscurs soldats du contingent, les portes de la prison sont restées fermées.

Condamnés l'un et l'autre, le 28 septembre 1962, par le Tribunal militaire de Lyon pour des faits qui se sont déroulés en 1961 sur le territoire algérien, il reste à Bachelet un an de prison, à Marliot plus de deux ans.

L'un et l'autre à Fresnes, après un long séjour à Lyon, au fort de Mont-luc, se sont vu infliger un régime aggravé depuis la tentative d'évasion d'un O.A.S., Robin. Toute visite doit être précédée d'une demande d'autorisation.

Nous nous demandons, si à Noël on pourra leur faire parvenir un colis.

Quant à Kamiarzack, enfermé à Caen, il subit le régime des droits communs.

Je vous demande de penser d'abord au côté humain du problème. Imaginez ce que peut être pour un jeune de vingt ans l'affreuse privation de liberté. Tandis que nous allons et venons, que nous jouissons de la compagnie de nos amis, du soleil, des plages, ils sont dans une épuisante attente de la vie.

Chers camarades, cela nous concerne comme nous concerne toute atteinte à la liberté. La liberté ne se partage pas. Peu importe qu'il n'en reste que trois entre les murs de la prison, la cause est la même.

De quoi sont-ils coupables : ils ont vu les souffrances du peuple algérien, ils ont aidé à sa libération au lieu de le combattre. Leur bon sens, leur générosité leur a dicté une conduite que d'autres ont puisée dans les livres. Ils ont mené le combat anticolonialiste qui a été la flamme de notre jeune parti. Porteurs de ces idées, nous en sommes responsables aussi.

Ne les abandonnons pas, que « Tribune Socialiste » parle d'eux.

Je suggère récemment à la rédaction de « T.S. » que toutes les semaines paraisse un pavé, un slogan rappelant leur existence.

Recherchons tous par quels moyens pratiques nous pourrions obtenir pour eux non pas le « pardon », mais la justice.

## Avant les municipales

Nous reproduisons, du journal Le Courrier de Champigny, journal de la section P.S.U., l'article ci-dessous qui nous semble extrêmement intéressant dans la phase actuelle de la campagne pour les élections municipales.

Au début de cette année, la section du P.S.U. et l'équipe du Courrier de Champigny tentaient de faire l'unité des forces syndicales et politiques de

la gauche, afin de présenter, face aux candidats du pouvoir gaulliste et de la droite rétrograde, un front uni, seul capable de gérer d'une manière efficace, démocratique et constructive notre commune. A la veille des vacances, nous renouvelons nos appels pour la préparation d'un programme de démocratie communale.

Il est grand temps aujourd'hui de tirer publiquement les conclusions.

### La réponse des vieux partis et...

A ce jour, aucun des deux partis de la gauche traditionnelle n'a jugé bon de nous répondre. Attendent-ils le dernier moment pour le faire et pensent-ils que nous accepterons alors ? Nous disons qu'ils se trompent. Ils se trompent parce qu'un programme municipal ne s'improvise pas. Il y a un gros travail à faire. Ils se trompent parce que le temps des savants dosages faits en secret, de personnalités représentatives de tel ou tel courant, que l'on ne fait connaître qu'au dernier moment est révolu. Nous leur renouvelons publiquement notre appel et nous demandons que les alliances se fassent au grand jour, afin que les électeurs sachent ce qu'ils ont à faire. S'ils n'entendent pas notre appel, qu'ils se persuadent bien que nous sommes décidés et que nous savons, nous, ce que nous voulons.

### ...celle des autres

Passionnants ont été et sont encore les contacts avec les équipes syndicales, les associations d'usagers, les groupes culturels, sportifs, les jeunes, avec lesquels il est enfin possible d'aborder sans arrière-pensée, sans méfiance réciproque, toutes les difficultés de la vie campinoise. C'est avec eux que nous avons commencé l'étude d'un programme municipal.

Le mouvement est lancé : le Courrier, que nous présentions dès le premier numéro comme une tribune collective, a joué son rôle par ses enquêtes et ses interviews. Il a mis l'accent sur les problèmes les plus importants qui nous préoccupent chaque jour.

### Changer ? Oui, mais comment ?

Le mois prochain, un questionnaire soigneusement mis au point sera distribué dans chaque foyer, premier exemple de consultations qui doivent permettre à tous les habitants de la commune d'exprimer leurs besoins, de faire les choix politiques et de le faire en connaissance de cause.

Les réponses seront étudiées par une équipe de spécialistes comprenant un urbaniste et un architecte, des médecins, des enseignants, des militants des organisations culturelles et syndicales. Ces réponses seront confrontées aux réalités politiques et financières. Elles serviront alors de base à l'établissement du programme des futurs élus de la population. C'est un point de ce programme qui est soumis à la discussion et abordé dans les colonnes voisines, à partir de réflexions de responsables mutualistes, de médecins et d'assistantes sociales : il s'agit de la santé.

Enfin, l'équipe que le P.S.U. et le Courrier soutiendront dans la lutte pour les revendications campinoises sera représentative de toute la population de notre cité : on n'y trouvera donc pas uniquement des membres du P.S.U. Mais en tout état de cause on n'y reconnaîtra que des hommes de gauche sincères, honnêtes, qui refuseront toute compromission avec le système gaulliste et la réaction.

Cette équipe dira aussi très nettement sa volonté de promouvoir une démocratie locale. Il faut qu'à Champigny on trouve enfin la « maison commune » de tous et non plus celle d'un homme ou d'un parti !

Pour la section du P.S.U. :

Jean Cochois.

## Congrès national

Le Conseil national a émis le vœu que le Comité politique national du P.S.U. fixe la date du prochain Congrès aux 16, 17, 18 mai 1965 (Pentecôte), en inscrivant, entre autres, à son ordre du jour la réforme des articles 9, 11, 15, 18 des statuts.

## BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Made-moiselle, Paris (15<sup>e</sup>)).

# CONSEIL NATIONAL DES 7 ET 8 NOVEMBRE

## Pour l'unité des forces socialistes

Un Conseil national marqué par un travail sérieux des délégués, comme par des textes clairs et précis, a approuvé la politique proposée par le Bureau national du P.S.U.

On ne peut plus désormais parler de confusion ou de tendances multiples. La clarification est faite. Comme dans tout parti démocratique où est respectée la liberté d'expression, il y a une majorité et une minorité qui ont pu cerner leurs divergences et soumettre leurs propositions au jugement des militants.

Ceux qui, facilement, ironisaient sur le P.S.U., en seront pour leurs frais.

Ceux qui avaient pu justement être inquiets seront rassurés.

En un an, les efforts de la direction ont porté leurs fruits et ont été compris de la grande majorité des militants.

Au Congrès de 1963, la majorité avait eu 53 p. cent des mandats, la minorité, 47 p. cent.

Au Conseil national de novembre 1964, la majorité a obtenu 67,25 p. cent des mandats, la minorité, 28,10 p. cent.

Cette majorité de plus des 2/3 va permettre à la direction du Parti de centrer tous ses efforts sur l'application de la stratégie politique décidée par le Conseil national.

Mais encore faudra-t-il que la minorité consente à jouer son rôle dans le respect des règles démocratiques et en s'abstenant de toute activité fractionnelle.

La loi du Parti, c'est de respecter les décisions prises par la majorité.

Quiconque transgresse cette loi commet un acte d'indiscipline qui ne peut que nuire aux intérêts du Parti.

Nous le disons sereinement et fermement : nous ne tolérerons aucune entorse à cette loi.

Le Parti possède maintenant plus qu'hier les moyens de peser sur la vie politique française.

Il a nettement défini les conditions préalables qu'il mettrait à la recherche d'une candidature unique de la gauche aux élections présidentielles.

La plate-forme municipale adoptée à l'unanimité est une proposition positive devant permettre la création de listes de l'opposition socialiste à la réaction, gaulliste ou non.

Partout où il le pourra, le P.S.U. cherchera à présenter de telles listes au 1<sup>er</sup> tour et fera tout pour les faire triompher au 2<sup>e</sup> tour.

Le Conseil national a bien entendu discuté des élections de Belfort. Le représentant de cette Fédération a fait part de la décision prise par la majorité des militants de Belfort de respecter les décisions du Parti et de présenter aux élections municipales de mars une liste ayant l'accord de celui-ci.

Le Conseil national approuva donc la position prise par le Bureau national qui, préférant convaincre que sanctionner, avait pris toutes les mesures pour que les faits reprochés ne se reproduisent plus.

En ce qui concerne les élections présidentielles, la plate-forme politique adoptée montre que le souci primordial du Parti est de tout faire pour que soit évitée la division des forces socialistes.

Elle doit permettre de clarifier la situation. Désormais, aucun des candidats ou futurs candidats ne pourra éluder les problèmes.

Le dialogue est ouvert.

Le P.S.U., en fixant le cadre des discussions, sur des points précis, attend des réformes précises.

L'appel qu'il lance aux travailleurs, pour entraîner leur union, aux partis, pour affirmer et préciser leurs positions, est un appel conscient et ferme.

Le moment est venu de mettre un terme aux formules vagues, aux programmes imprécis, aux intentions voilées, aux arrière-pensées.

On ne peut s'affirmer de gauche avec seulement de vagues options approuvées par le centre.

On ne servirait pas la gauche en offrant un programme commun qui ne serait pas discuté avec toutes les formations socialistes.

Le moment est venu où doit prendre fin le temps du mépris voulu par certains, et où doit s'ouvrir la discussion commune qui favorisera l'unité de ces forces.

En agissant ainsi, placé comme il l'est dans l'éventail des partis de gauche, le P.S.U. fera avancer l'heure des décisions attendues.

Harris Puisais.

## Résolution sur les élections présidentielles votée par 347 mandats contre 145 et 24 abstentions

LE Conseil national du P.S.U. a examiné les conditions politiques dans lesquelles se présente la future élection présidentielle, élection qu'il considère comme un épisode important de la bataille engagée contre le gaullisme mais non comme l'objectif central de cette bataille.

Le Conseil national a constaté que face au Général de Gaulle qui a le soutien de l'essentiel des forces bourgeoises et réactionnaires du pays, la gauche est encore incapable de présenter un front uni. Le candidat désigné par le Congrès de la S.F.I.O., Gaston Defferre, a obtenu l'appui de certains éléments du centre et de différentes personnalités. Mais en raison de l'ambiguïté de ses positions, du style de sa campagne dont les aspects négatifs ont été dénoncés par le P.S.U. dès le mois de février 1964 et, par dessus tout, de son refus de discuter d'une plate-forme commune, il n'est pas parvenu à devenir le porte-parole de l'opposition de gauche. Le Parti communiste qui était cependant

disposé à soutenir un homme de la S.F.I.O., a annoncé son intention de présenter son propre candidat, si, comme cela paraît probable, Gaston Defferre et la S.F.I.O. refusent de signer avec lui un texte commun. La C.G.T. a fait savoir de son côté qu'elle ne soutiendrait pas un candidat qui n'aurait pas réalisé autour d'un programme l'union des forces démocratiques. Les autres centrales syndicales n'ont pas encore fait connaître officiellement leur position mais il est clair qu'elles ne s'engageront pas en tant qu'organisations dans la bataille présidentielle telle qu'elle se présente aujourd'hui.

Le Conseil national du P.S.U. est certain d'exprimer le sentiment de milliers et de milliers de militants et de travailleurs en déclarant qu'il n'accepte pas cette nouvelle manifestation de la division des forces ouvrières socialistes.

La première condition à remplir pour parvenir à une candidature unique de l'opposition de gauche est la discussion

d'une plate-forme politique. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de dresser un catalogue électoral traditionnel mais de mettre en avant des options fondamentales puis de mobiliser l'opinion populaire autour de ces options.

C'est pourquoi le Conseil national du P.S.U. prend l'initiative de proposer à la S.F.I.O. et à son candidat, au Parti communiste et à l'ensemble des organisations populaires une plate-forme portant sur quatre points essentiels :

1° Les institutions de la période de transition marquant la fin du pouvoir personnel et ouvrant la voie à la démocratie socialiste ;

2° Les principes d'une politique d'indépendance européenne ;

3° Les données d'une réforme démocratique de l'enseignement ;

4° Enfin, les éléments d'un contre-plan économique et social.

Le Conseil national du P.S.U. estime qu'il n'est pas possible de combattre efficacement le régime gaulliste si on ne lui oppose pas sur ces quatre points des objectifs précis et clairs. On fait le jeu du gaullisme lorsqu'on tient pour une réalité irréversible le cadre institutionnel qu'il a créé. On fait le jeu du gaullisme lorsqu'on lui laisse le monopole des affirmations d'indépendance à l'égard de la politique américaine. On fait le jeu du gaullisme lorsqu'on se contente de réclamer d'avantage de crédits pour l'Université et qu'on ne pose pas l'ensemble du problème de la démocratisation de l'enseignement. On fait le jeu du gaullisme lorsqu'on s'abstient d'attaquer les bases néo-capitalistes sur lesquelles il repose.

C'est en fonction des réponses qui seront faites à ses propositions et de l'évolution de la discussion qui sera engagée que le P.S.U. déterminera — à l'occasion de son Congrès du printemps prochain — la position définitive qu'il adoptera à l'occasion des élections présidentielles.

Il engagera cependant dès maintenant une campagne en vue de populariser ses propositions et de regrouper autour d'elles le plus grand nombre possible de militants et de travailleurs. Le dialogue que le Parti va engager au sommet doit être conçu de manière à faire avancer le courant d'unité à la base et le développement de ce courant doit à son tour permettre de faire progresser le dialogue.

Le Conseil national du P.S.U. mandate le C.P.N. pour prendre toutes les initiatives qui permettront, en fonction du mûrissement des problèmes, de donner des formes organiques au courant de base. Lorsque celui-ci sera devenu suffisamment fort, des objectifs plus généraux pourront être lancés. Le Conseil national retient à ce propos l'idée d'une convention nationale des forces socialistes.

Au niveau actuel du mouvement, les trois mots d'ordre essentiels doivent être :

— listes communes pour les élections

municipales sur la base d'un programme de gestion démocratique,

— plate-forme commune pour l'élection présidentielle et candidature unique de la gauche,

— contre-plan.

Dans la stratégie que le Parti va ainsi développer le contre-plan constitue un chaînon essentiel. L'idée lancée par notre Congrès de Paris a fait son chemin. De nombreux militants dans les organisations syndicales, dans les mouvements de jeunesse, dans les différentes formations populaires l'ont reprise à leur compte. Ainsi apparaissent les bases d'une entente entre forces politiques et syndicales sur le programme. Ainsi l'unité commence à progresser sur le fond des choses, c'est-à-dire dans la contestation des structures économiques de la société et de l'Etat.

Unité des forces socialistes. Programme social et économique lui donnant un contenu. Rassemblement à tous les échelons de tous les partisans sincères de cette unité. Telles sont les nécessités de l'heure.

## Texte présenté au Conseil National par la minorité de la Commission des résolutions sur les élections présidentielles

Notre politique c'est celle du Front socialiste pour l'alternative socialiste.

Le P.S.U. réaffirme qu'il n'a d'autres raisons d'être que l'unification des forces socialistes : toute sa politique a pour but de préparer et de faciliter cette unification, non de constituer à lui seul le Parti qui regrouperait et renouvellerait l'ensemble du mouvement ouvrier.

L'élection présidentielle qui doit en principe intervenir dans le courant de l'année 1965 ne saurait être considérée comme un épisode autonome mais comme une phase de la bataille générale engagée par les forces ouvrières et démocratiques contre le régime gaulliste.

Nous ne pouvons donc entrer dans le jeu des élections présidentielles du régime gaulliste que pour susciter une candidature de préparation à l'alternative socialiste opposée à ce régime et dont le programme doit comporter, clairement définies, une série de mesures qui engagent le pays sur la voie de réformes de structures anticapitalistes conduisant d'une façon irréversible vers le socialisme.

Nous ne devons donc pas perdre de vue que toute union qui ne s'accompagne pas de perspectives politiques claires laisse le mouvement ouvrier sur la défensive et lui interdit toute lutte véritable pour le renversement du gaullisme et la conquête du pouvoir.

L'objectif essentiel reste donc pour nous à l'occasion de cette élection présidentielle comme en toute autre, de faire progresser l'idée que des solutions socialistes sont possibles aujourd'hui et doi-

vent être à la base d'un programme du mouvement ouvrier. Le rôle du P.S.U. au cours des actions unitaires avec des forces qui ne sont pas dans leur ensemble acquises à l'idée d'une alternative socialiste consiste à faire progresser cette idée.

C'est pourquoi nous avons été hostiles à la campagne présidentialisée que certains éléments, situés sur les franges de la gauche, ont cru devoir lancer l'année dernière et qui a pris une certaine consistance à partir du moment où le Congrès de la S.F.I.O. lui a donné sa caution. Cette campagne n'a pas permis de créer dans le pays ce grand mouvement d'opinion qu'attendaient ses initiateurs. Elle a simplement servi à jeter un peu plus de confusion dans les rangs de l'opposition socialiste et à accréditer certains thèmes du gaullisme. Le P.S.U. ne saurait donc cautionner à aucune étape la candidature Defferre, principalement à cause de son refus d'ouvrir un dialogue au sein de la gauche sur une alternative politique, à cause de ses conceptions internationales rétrogrades (soutien au Pacte de l'Atlantique), à cause de son inscription dans le régime actuel que nous ne saurions accepter, ni tel qu'il est, ni comme base d'une évolution et à cause du fait qu'elle exclut dès le départ le parti communiste. Elle ne peut déboucher que sur les contradictions internes d'une combinaison centriste dont le néo-capitalisme serait le bénéficiaire.

C'est pourquoi nous désirons susciter une candidature unique qui pourrait bénéficier de l'appui du Parti communiste, de la S.F.I.O., du P.S.U., des dif-

férentes centrales syndicales et de la plus large fraction de l'opinion populaire. Nous n'avons jamais en effet cessé de préconiser l'union de toutes les forces se réclamant du socialisme et nous estimons qu'il serait positif que la bataille de l'élection présidentielle permette de faire un nouveau pas sur la voie de cette union.

Pour réaliser l'entente, le problème du programme est essentiel. Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire et, dans les conditions présentes, possible de nous réunir autour d'un programme complet répondant à toutes les questions qui se posent aux travailleurs. Mais nous pensons qu'il faut chercher à se mettre d'accord sur certaines options fondamentales concernant :

- les structures de l'Etat,
- les grands objectifs économiques,
- la politique internationale,
- l'enseignement.

Nous pensons, certes, que les propositions de programme faites par le Parti communiste sont insuffisantes aussi bien en ce qui concerne sa conception générale que son contenu, mais nous désirons qu'un dialogue public avec lui soit engagé sur ces questions afin de les faire progresser.

Le P.S.U. estime qu'il est important de faire dès maintenant des propositions d'action, destinées à préparer le renversement du rapport de force et à permettre une prise de pouvoir des organisations représentant les travailleurs ainsi que la formation d'un gouvernement de transition vers le socialisme.



Gilles Martinet, rapporteur du Bureau national. A la tribune : Berthe Fouchères (Oise) et Edouard Depreux (Secrétaire national).

## En marge du Conseil national

### • L'accueil de la Fédération du Rhône

Le Conseil national qui s'est tenu ce dernier week-end, à Lyon, a été une étape importante dans la vie de notre parti. Pendant ces deux journées, 180 délégués, venus de toutes les Fédérations, ont étudiés, dans une chaude ambiance traditionnelle au P.S.U., la stratégie en vue des prochaines batailles électorales : élections municipales et présidentielle.

Pour la première fois, un Conseil national de notre parti se tenait en province. Pour certains, cela représentait un risque, pour d'autres, une gageure. Eh bien, disons-le nettement : nos amis de la Fédération du Rhône et en particulier l'équipe organisatrice du Conseil national ont remporté une belle victoire et méritent nos remerciements et nos félicitations.

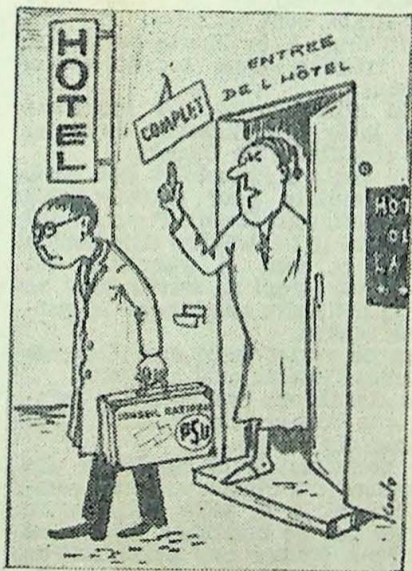
En effet, recevoir 180 délégués, les loger, les nourrir, organiser les transports, tout cela pendant deux journées (de jour comme de nuit) représente une somme de travail extraordinaire. Et malgré les difficultés rencontrées par nos camarades lyonnais, nous pouvons écrire que l'organisation du Conseil national a donné satisfaction à tous les délégués (majoritaires ou non).

### S.F.I.O. contre M.R.P.

La commission fédérale organisatrice du Conseil, composée d'une vingtaine de membres, coiffée par notre ami Petitjean, a connu les pires ennuis pour trouver une salle assez vaste pour recevoir les délégués. Le maire S.F.I.O. de Villeurbanne, Gagnaire, a refusé de louer la salle municipale, imité en cela par le maire M.R.P. de la localité banlieusarde de Lyon, Pierre-Bénite. Le directeur de la Maison de Jeunes et de la Culture du quartier des Etats-Unis a, lui aussi, écarté notre demande, prétextant qu'il n'avait pas le droit d'héberger des organisations politiques. Après de nombreuses démarches, nos amis ont déniché une salle fort agréable et permettant non seulement de recevoir les représentants de fédération, mais aussi les membres du P.S.U. voulant assister aux débats. Signalons à ce propos que plus de 300 membres du parti se sont déplacés à Lyon à l'occasion du Conseil national. Des camarades sont venus de Saint-Etienne, de la Savoie, de la Drôme, de l'Isère, de la Côte-d'Or et de Paris.

La plupart des délégués furent logés à l'hôtel et, là encore, tout fut bien organisé. Quelques privilégiés (dont

vos serviteurs) ont eu la chance d'être hébergés par des camarades lyonnais et dans des conditions qui méritent d'être soulignées. L'hospitalité n'est pas un vain mot dans la Fédération du Rhône. Quelques veinards (une douzaine) ont passé la nuit à vingt kilomètres de Lyon, à Saint-Germain-au-Mont-d'Or, dans une auberge en pleine campagne. Seul, notre camarade du C.P.N. et du comité de rédaction, Maurice Combes (exception qui confirme la règle), a rencontré quelques difficultés pour trouver une chambre d'hôtel. Après avoir quitté la sous-commission des affaires économiques vers 2 heures du matin, il trouva la chambre qu'il



Des ennuis, des discussions trop longues en commission.

avait retenue occupée par d'autres camarades. C'est ainsi que notre spécialiste des problèmes syndicaux vagabonda jusqu'à 3 h. 30 du matin à la recherche d'un lit.

### Les navettes P.S.U.

Ecrire que nos amis lyonnais ont fait les choses comme il faut, serait un euphémisme. N'ont-ils pas poussé le sérieux jusqu'à attendre les délégués à l'arrivée de chaque train. Pour être reconnus des délégués, nos camarades lyonnais avaient au bras leur brassard P.S.U., ce qui, naturellement, attirait l'attention de la police et c'est ainsi que notre ami Petitjean fut « proprement vidé » de la gare par un policier trop zélé.

Petitjean a tant payé de sa personne au point que... sa propre voiture n'a finalement guère résisté aux nombreux déplacements. Cette semaine, un garagiste recevra certainement la visite de notre ami. Espérons que les dix voitures mises à la disposition des

délégués par la Fédération du Rhône n'ont pas toutes connu le même sort. Au total, nos camarades de la com-

### Sans distinction politique

C'est ce que précisent les statuts de la Fédération des Maisons de Jeunes et de la Culture. Mais là encore, il y a discrimination. A Lyon, on accepte que s'y tiennent le Congrès national des Eclaireurs dissidents, alle droite des Eclaireurs de France, mais on refuse les réunions des partis de gauche.

C'est ce qui arriva aux Jeunes socialistes unifiés du Rhône. Il est vrai qu'entre les deux, un accord est intervenu faisant payer les directeurs de jeunes par les municipalités. On comprend dans ce cas que M. Pradel, maire de Lyon, donne sa préférence aux organisations de droite.

mission organisatrice méritent un grand coup de chapeau pour leur dévouement sans limite qui permit au Conseil national de se tenir à Lyon dans des conditions optima.

### • A propos de « T.S. »

A la suite de l'appel lancé à la tribune du Conseil national pour soutenir notre journal, *Tribune Socialiste*, nous avons interrogé plusieurs camarades des diverses fédérations pour connaître leur opinion sur l'organe du parti :

CAVAROZ (Meurthe-et-Moselle) :

« Dans notre fédération, les adhérents sont abonnés d'office. Nous constatons une très nette amélioration du contenu de T.S. Maintenant, nous pouvons faire du porte à porte avec notre journal. Il représente véritablement la politique du parti. »

IRONDELLE (Cantal) :

« T.S. se lit très peu dans notre fédération. La raison ? Le journal est souvent mal rédigé et trintéressant. »

REMY (Jura) :

« Dans notre fédération, l'abonnement à T.S. est automatiquement compris dans la cotisation du parti. »

« Le journal s'est considérablement amélioré. Cependant, il manque une page « Vie du parti » plus détaillée. »

BEAL (Haute-Loire) :

« Il est difficile de faire de T.S. un instrument de propagande dans les milieux ouvriers. Une suggestion : « la der » devrait pouvoir être affichée, c'est-à-dire qu'elle devrait être rédigée en gras avec un court résumé de notre programme. »

GILLET (Comité national Etudiants) :

« Chez nous, nous lisons très peu

T.S. Cependant, je reconnais que le journal est beaucoup plus intéressant qu'il y a deux ans. La ligne générale du journal plaît davantage. »

LAFONT-PUYO (Hautes-Pyrénées) :

« Dans notre région, nous constatons une progression constante de la vente en raison d'une meilleure présentation et d'articles plus intéressants. »

HUREAU (Lozère) :

« Nous sommes un département essentiellement agricole, il est donc difficile d'intéresser nos sympathisants à T.S. Surtout qu'il n'y a pratiquement jamais de « papier » sur le problème agricole. »

DESMOULINS (Charente-Maritime) :

« T.S. s'améliore, mais il y a encore beaucoup à faire. Une suggestion : davantage de « papiers courts » nous permettant de retransmettre nos mots d'ordre. »

COMPÈRE (Gard) :

« Cinquante pour cent de nos adhérents sont abonnés. Nous avons des sections de vente de T.S. à Nîmes et c'est grâce au journal que nous avons créé une section dans un quartier populaire. »

« Une critique cependant : de nombreux camarades ont protesté à la suite de l'article de Parisot : « La montée générale du socialisme en Europe ». C'est une erreur politique que d'accepter de tels articles. »

MONTARIOL (Haute-Garonne) :

« De l'avis de tous les camarades, le contenu du journal est bon et, d'ailleurs, la vente s'améliore. Je vous promets de vous envoyer vingt nouveaux abonnés dès la fin de la semaine. »

BERTHINIER (Rhône) :

« La mise en page s'est nettement améliorée, mais la présentation est trop stricte. Si les articles économiques sont, de l'avis général, excellents, par contre les Arts et Lettres laissent à désirer. De l'avis général, le billet de Binot est inutile et l'article paru dans le dernier T.S. sur la montée du socialisme en Europe a fait grincer des dents à de nombreux militants. »

★

Pour conclure, citons un extrait de l'intervention de Malca (Aube) sur *Tribune Socialiste*, qui mérite toute notre attention :

« Les camarades n'ont rien fait pour que le parti progresse tant qu'ils n'ont rien fait pour que *Tribune Socialiste* soit vendu au maximum. »

Dominique Laury.

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

● Administration :

54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>)

Tél. : SUF 19-20

● Rédaction :

81, r. Mademoiselle Paris (XV<sup>e</sup>)

Tél. : FON 22-60

● Publicité :

Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois ..... 18 F

1 an ..... 35 F

Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 68-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)

ACTUALITÉS

La délégation du P.C.F. : les mains vides

La délégation du Comité central du P.C.F., composée de G. Marchais, R. Leroy et R. Chambaz, est revenue de Moscou où elle était allée demander des explications sur l'éviction de Khrouchtchev, et elle est revenue les mains vides. Car, on ne peut considérer comme des explications la réaffirmation des griefs officiels : l'âge de K., sa santé, son goût trop personnel des initiatives, et une démission en règle.

Brejnev et Souslov ont, paraît-il, refusé aux communistes français de rencontrer Khrouchtchev. Ils ne leur ont pas non plus communiqué le texte des interventions de K. devant le Présidium et devant le Comité central. Tout ce que la délégation a rap-



(Photo A.F.P.)

Marchais : difficile à expliquer.

porté, d'après le rapport de Waldeck-Rochet, c'est une phrase sibylline : « De tout ce qui nous a été dit, il ressort que c'est avant tout dans certains domaines de la politique intérieure de l'Union soviétique que les méthodes de travail et de direction du camarade Khrouchtchev ont eu des conséquences négatives. »

Quels domaines ? Que veut dire « la politique intérieure » ? Si cette phrase a un sens, elle signifie, comme nous l'écrivions il y a quinze jours, que c'est le rôle du parti dans « l'Etat

de tout le peuple », qui est au centre de la discussion présente. Et c'est à ce sujet qu'il est le plus difficile à la direction du P.C.F. de prendre position, car c'est une question qui intéresse tous les partis communistes, et les partis socialistes par-dessus le marché.

Revenue de Moscou, le Comité central du P.C.F. n'a pas saisi l'occasion offerte par l'inquiétude et les questions de milliers de militants du parti pour ouvrir une franche confrontation avec le P.C. de l'U.R.S.S. Le voilà obligé de « couvrir » la crise russe par une acceptation pudique et embarrassée des pseudo-explications officielles. Il se réfugie ainsi dans une attitude qui rendra de plus en plus profonde une crise inévitable et qui pourrait être salutaire. Au lieu de faire le pas qu'attendent tant de militants vers l'autonomie, vers la discussion, vers la rupture avec les pratiques stalinienne, il persiste dans une voie d'acceptation passive complètement différente de celle où s'est engagé le Parti communiste italien. La délégation du P.C.I. est, en effet, revenue de Moscou en déclarant ouvertement qu'elle n'était pas satisfaite des « explications » du Kremlin, et qu'elle en chercherait d'autres.

La position du P.C.F. n'est pas non plus de nature à faciliter les progrès de l'unité, et c'est pour nous un point essentiel. L'unité que veulent tous les militants communistes, avec toutes les forces socialistes se réalisera dans la mesure où le P.C.F. saura entrer, sans attendre les directives ou les approbations de Moscou, dans un dialogue avec toutes ces forces. Il est probable que le Comité central comprendra bientôt, devant une indiscutable renaissance de l'esprit critique, que la voie de l'unité passe, ici comme ailleurs, par la voie de l'indépendance.

P. N.

Vendre le son et l'image comme le dentifrice

Le gouvernement gaulliste n'en est pas à un mensonge près, mais il les distille.

Censeur du cinéma, M. Peyrefitte mène le suspense.

Avant-hier, d'un ton convaincant, il déclarait que jamais la publicité n'aurait droit de séjour sur nos écrans.

Hier, il se faisait le défenseur de l'autonomie totale de la R.T.F.

Aujourd'hui, en combiné avec le rapporteur U.N.R., M. Nungesser, il reconnaît que « le devoir du gouvernement » est d'envisager l'hypothèse de l'entrée de la publicité à l'O.R.T.F. Cyniquement résigné, le ministre, qui se retranche encore derrière le vote que l'Assemblée nationale devra émettre, nous prévient que c'est pourtant la seule solution susceptible de ramener dans les caisses de l'O.R.T.F. les milliards nécessaires.

Ainsi donc, le gouvernement Pompidou a choisi la solution que lui imposent les féodalités commerciales.

Donnant donnant, en quelque sorte. Qu'importe la qualité des programmes, le respect du téléspectateur et de l'auditeur. On saucissonnera les émissions. « Prends un siège, Cinna » ; oui, mais à condition qu'il vienne des Galeries Tartempion, etc.

On voit d'ici ce que cela donnera. On orientera les émissions. Les négociants en vins et autres apéritifs parraîneront sans doute les émissions contre l'alcoolisme, et les marques de dentifrice celles des variétés avec sourire des idoles de service.

Quelle démission ! Quel aveu ! Quelle soumission à l'argent que tout cela !

Et M. Malraux, pendant ce temps-là ?

Il continue d'être jardinier aux Invalides, terrassier au Louvre, peintre en bâtiment à l'Arc de Triomphe, joueur de ping-pong... avec le destin. Il regrette que la Vénus de Milo n'ait pas été sélectionnée à Tokyo... pour lancer le poids, sans doute.

A moins que M. Peyrefitte confie à M. Malraux la surveillance des textes publicitaires et que ce dernier charge les membres de l'Académie française d'être les nouveaux meneurs de jeu d'une telle entreprise.

Il faut bien, hélas ! faire de l'ironie



(Photo Keystone.)

Blanchir la République ?

quand on se trouve en face d'une telle aberration.

A moins qu'auditeurs et téléspectateurs refusent demain de payer leurs redevances de la publicité à l'O.R.T.F. jusqu'à ce que la radio et la télé deviennent libres... et qu'eux ne deviennent pas idiots.

Concile III : évoluer ou périr

La troisième session du Concile s'achève ; une quatrième session, dont la date n'est pas fixée, est prévue.

Les résultats qui paraissent acquis actuellement malgré les manœuvres dilatoires de la minorité rétrograde du Concile et les pressions exercées, particulièrement par les pays de la Ligue Arabe, sont les suivants :

— le droit à la liberté religieuse, avec création d'un secrétariat à l'athéisme ;

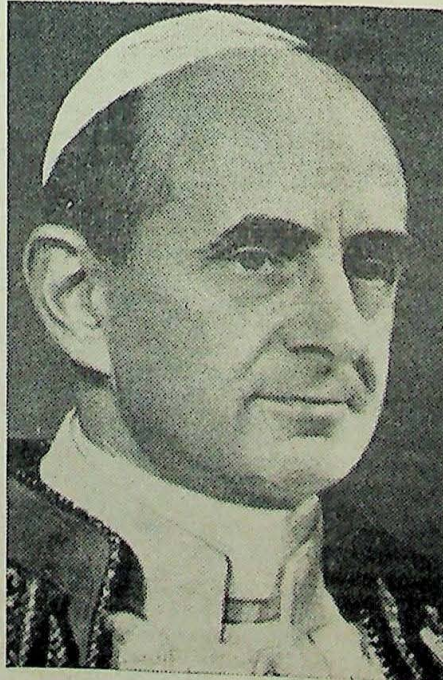
— la réhabilitation des juifs, qui seront lavés de l'accusation du crime de la crucifixion du Christ ;

— le droit à l'apostolat des laïcs. Ces résultats, pour positifs qu'ils soient, s'effacent devant l'importance du schéma 13 : « L'Eglise et le Monde moderne », dont la discussion est commencée et qui ne sortira dans sa version définitive que lors de la quatrième session.

Plus de quatre mille amendements montrent l'inféret qu'il a suscité.

Les discussions préliminaires prouvent que l'on semble décidé à aller au fond des choses.

Le problème de la régulation des naissances est étudié par une commission qui, à la suite d'une lettre envoyée par de nombreux laïcs, sera amenée à étudier une possibilité de



(Photo AGIP.)

Paul VI : 4.000 amendements à étudier.

présenter la sexualité dans le mariage sous un angle différent.

La suppression de « l'Index » a été demandée et a de bonnes chances d'être accordée par Paul VI.

Le schéma 13 étudiera aussi : la croissance de la socialisation, le caractère d'universalité des problèmes économiques et sociaux et leur diversité.

Les discussions en commissions et en assemblée seront passionnées.

Bien que rares, il existe encore des évêques du genre de celui de Lerida (Espagne) qui a dit : « La liberté religieuse est inadmissible. L'enfer attend les incroyants. Le droit de propriété privée est une manière de glorifier Dieu. » Après deux observations, le modérateur lui coupa le micro !...

Il faut tout de même dire que cette minorité dont je parlais tout à l'heure a fait le maximum pour résister par tous les moyens, dont certains étaient méprisables, et maintenir cette organisation monolithique qui empêchait l'Eglise de respirer.

Un cardinal a dit qu'il n'était pas sérieux de menacer de péché mortel celui qui mangeait de la viande le vendredi, et qu'il en résulterait du mépris pour l'autorité de l'Eglise.

Vérités premières sans doute, mais qui font plaisir à entendre dans cette assemblée.

Il a été aussi parlé de l'ignorance biblique totale de nombreux chrétiens, mais cette ignorance de la Bible n'est pas la seule, en effet, de nombreux chrétiens ignorent les travaux du Concile.

Il s'agit pourtant de réconcilier l'Eglise avec le Monde et particulièrement celui des pauvres.

De ce fait, il faudra que l'enseignement du catéchisme reflète les décisions prises. Il faudra donc du temps pour que la théorie passe dans la pratique.

Toutefois, il est impossible de ne pas s'apercevoir que ce Concile n'est pas un point d'arrivée, mais un point de départ, c'est dans ce sens qu'il a une grande importance à nos yeux.

L'Eglise se trouve à son tour soumise à cette fameuse « accélération de l'Histoire », qui oblige à évoluer ou à périr.

Pierre Bourgeois.

Grands Magasins Stagnation des ventes

Au cours des huit premiers mois de 1964, le chiffre d'affaires des grands magasins parisiens s'est accru de 3,5 % par rapport à la période correspondante de l'année écoulée.

Toutefois, si on tient compte de la hausse des prix de détail qui est intervenue depuis 1963, le taux indiqué correspond en fait à une stagnation des ventes.

Rappelons à cet égard que pendant les huit premiers mois de 1963 l'accroissement du chiffre d'affaires avait été de 13,5 % par rapport à 1962.

La médiocrité des ventes enregistrées cette année serait particulièrement nette pour les rayons des articles de textiles et d'habillement.

Le plan de stabilisation qui, ainsi qu'on le sait, freine la consommation des particuliers, explique sans doute en partie ce nouveau phénomène.

La création récente de bon nombre de nouveaux magasins populaires ou supermarchés a par ailleurs certainement contribué à un étalement des ventes.

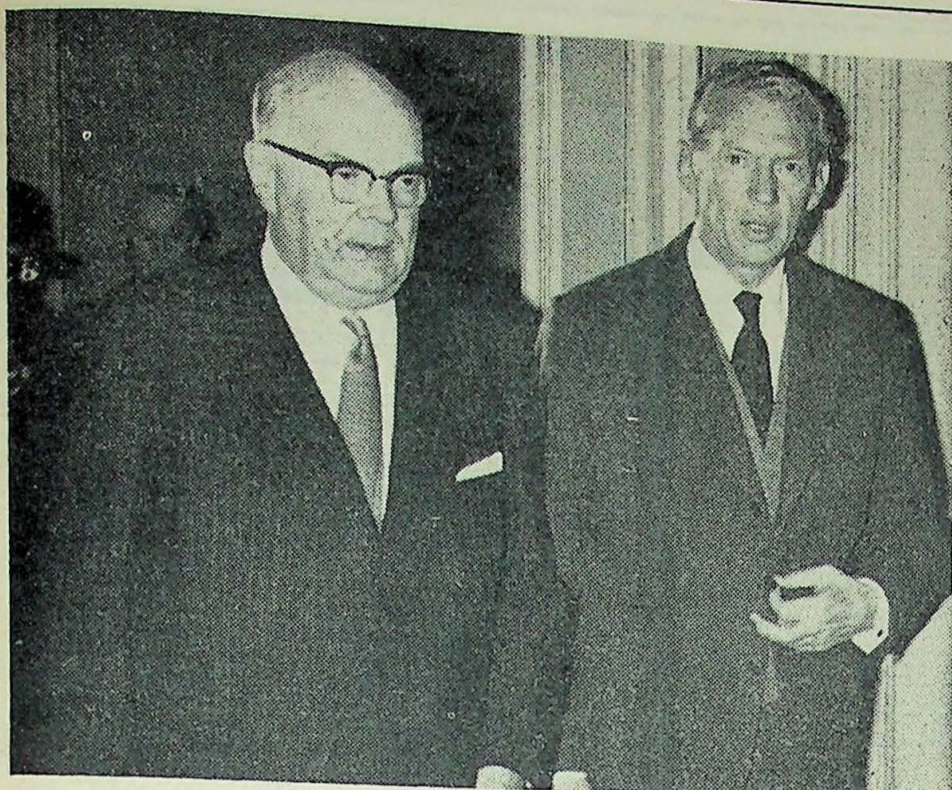
Or les chiffres précités concernent uniquement les affaires réalisées par sept grands magasins traditionnels de la région parisienne et ne tiennent donc pas compte des ventes réalisées par de nouveaux établissements.

UN GRAND DEBAT  
du Centre d'Etudes Socialistes

REFORME  
DE L'ENTREPRISE  
OU  
CONTROLE OUVRIER ?

avec François BLOCH-LAINÉ  
Ernest MANDEL  
Gilbert MATHIEU

MARDI 17 NOVEMBRE à 20 h. 30  
Salle des Horticulteurs  
84, rue de Grenelle, 84



Spaak (ici avec Couve de Murville) : « Faudra-t-il que je sois le 3<sup>e</sup> homme. »

## MARCHÉ COMMUN

**Le 15 décembre approche :  
cassure ou compromis**

En sortant du Conseil des ministres du 21 octobre, le ministre de l'Information annonçait que « la France cesserait de participer à la Communauté Economique Européenne si le Marché commun agricole ne s'organisait pas comme il avait été convenu qu'il s'organiserait ». La date fatidique se situe le 15 décembre prochain. Il s'agit de procéder à un abaissement des frontières douanières entre les Six et, donc, d'unifier les prix des céréales et des produits agricoles en général.

Certains observateurs en tiraient la conclusion que le gouvernement voulait se donner bonne conscience devant les agriculteurs français après la grève du lait. Par ce biais, le ministre de l'Agriculture pourrait toujours prendre prétexte devant les représentants syndicaux de la F.N.S.E.A. de la mauvaise volonté de nos partenaires européens qui ne veulent faire aucun effort véritable pour que le marché agricole existe réellement. Certes, cette opération tactique n'est pas à rejeter a priori, d'autant qu'à la fin de l'année 1963, de Gaulle avait émis la même menace.

Il est évident aussi qu'une éventuelle rupture de la France avec la C.E.E. ne pourrait se faire sans de grandes perturbations dans l'économie française. Les liens d'interdépendance tissés avec les économies des pays voisins sont tels, en effet, qu'un départ provoquerait à la fois des ennuis juridiques (ce serait la violation d'un traité), une tendance de plus en plus marquée au nationalisme et des difficultés accrues sur le plan industriel et agricole. Une politique de rechange immédiate n'apparaît guère possible pour le gouvernement actuel.

L'augmentation de nos échanges avec l'U.R.S.S., s'ils ont subi une augmentation sérieuse (la vente de nos biens d'équipement passant de 330 millions de francs à 712 millions) ne représente encore que 2 p. 100 à peine de notre commerce extérieur avec l'étranger. Il n'en reste pas moins, cependant, que pour certains secteurs de notre économie, l'U.R.S.S. va devenir un partenaire commercial de tout premier ordre. Il y a une ombre au tableau, c'est la vague concernant les échanges agricoles (1).

Il est donc raisonnable de penser que, le 15 décembre prochain, un compromis sera trouvé comme en 1963.

### Une menace sérieuse

Il ne le sera peut-être pas. La situation politique, en Allemagne, en particulier, est fondamentalement différente de ce qu'elle était il y a un an. Or, c'est ce pays qui s'oppose actuellement à de Gaulle. L'année dernière, le chancelier Erhard venait de prendre le pouvoir à la suite d'Adenauer et ne tenait pas à ce moment-là à détendre les liens

étroits tissés avec le « grand ami » de son prédécesseur. Depuis, les choses ont évolué et, s'il reste dans les allées du pouvoir allemand un « parti gaulliste », comme on l'appelle, il ne semble plus aussi influent qu'auparavant. Ne faut-il pas, en effet, que de Gaulle convoque un certain nombre de ses ministres à la réception d'Adenauer à l'Institut, pour tenter de redonner à la « belle et bonne » alliance un peu plus de tenue ?

Cependant, sous la pression les milieux industriels qui se sentent suffisamment forts pour affronter la concurrence d'outre-Atlantique, le clan favorable à un rapprochement avec les Américains se sent de plus en plus l'envie de tourner ses yeux, lui aussi, vers le grand large. Et puis (et peut-être surtout), les Allemands sont en période pré-électorale. Erhard ne peut se permettre de laisser « filer » les voix de deux millions de petits agriculteurs pour qui l'application immédiate des décisions du Marché commun agricole apparaîtrait amère et qui, de ce fait, pourraient apporter leurs voix à M. Willy Brandt.

### Les raisons de de Gaulle

Jusqu'à présent, les décisions que prend le Conseil des ministres du Marché commun le sont à l'unanimité ; dans un an, la majorité simple suffira, établissant ainsi une sorte de ce fameux pouvoir supra-national que tous nos partenaires ont réclamé et dont de Gaulle ne veut à aucun prix. Dans ces conditions, pourquoi les discussions, actuellement bloquées, sur le marché agricole ne seraient-elles pas un bon moyen pour le gouvernement français de retirer ses billes ?

D'autant que s'ajoute à des problèmes économiques un contexte politique et militaire : les Allemands, par le biais de la force multilatérale à laquelle la France a refusé de participer, soucieuse surtout de sa propre force de frappe, ont vu le moyen d'être partie prenante à la défense de ce qu'il est convenu d'appeler « le monde libre » et, de ce fait, ont encore plus la tentation de s'accrocher aux basques des Américains.

Les contradictions internes du monde capitaliste ne peuvent se masquer. Une fois encore, elles éclatent au grand jour. Nous sommes très loin, comme vous le voyez, de la fixation du prix des pommes de terre.

L'absence de tout contrepoids politique se fait jour lui aussi ; l'Europe est livrée pieds et poings liés à une armée d'experts et au bon vouloir de quelques hommes. Les syndicats, malheureusement, n'ont pas encore su saisir la chance qui leur était offerte ; une élite détient le pouvoir et le peuple ne réclame aucun compte. Un contre-plan, l'établissement d'une démocratie véritable sont là aussi d'une urgence vitale.

Lucien Lapierre.

## AUTOMOBILE

**Pour une conférence  
syndicale européenne**

Pour protester contre les réductions d'horaires dans l'automobile, une journée d'action a été organisée le 9 octobre par les fédérations C.G.T., C.F.T.C. et F.O. de la métallurgie.

Cependant, le 28 septembre, les trois organisations avaient signé un communiqué qui déclarait : « Considérant que la situation de l'industrie automobile n'est pas particulière à la France, les trois fédérations ont envisagé la tenue d'une conférence syndicale européenne de l'automobile afin de rechercher avec les organisations syndicales des autres pays capitalistes les moyens les plus efficaces à mettre en œuvre pour faire échec au patronat de tous les pays. »

Venant après le ralliement au statut européen du mineur, cette prise de position traduisait de la part de la C.G.T. une approche plus réaliste des problèmes européens.

De son côté, la C.F.T.C. avait souhaité, dans un document sur la crise de l'automobile, « la tenue rapide d'une conférence syndicale automobile européenne avec la participation des organisations syndicales ouvrières d'Europe occidentale, quelle que soit leur affiliation internationale ».

L'Express avait crupouvoir en conclure qu'un accord pour une telle conférence existait entre les trois fédérations des métaux. Là, cette publication s'attirait un sec démenti

d'Antoine Laval, secrétaire de la fédération F.O., qui précisait par ailleurs, dans *Force Ouvrière*, que la « conférence syndicale de l'automobile » organisée à Francfort du 16 au 19 novembre l'était à l'initiative de la F.I.O.M. (Fédération internationale des ouvriers sur métaux), adhérente à la C.I.S.L., sans participation de la C.G.T. et de la C.F.T.C.

A la conférence de Francfort, participera Walter Reuther, président du puissant syndicat américain de l'automobile, qui devra s'expliquer sur la concurrence que font à l'industrie européenne de l'automobile les filiales de General Motors, Ford, Chrysler. Le temps n'est plus où les syndicats américains s'inquiétaient de la concurrence que faisait à leur propre industrie l'automobile européenne.

Face à la pénétration américaine et face aux grands constructeurs européens — qui demain s'entendront sans doute entre eux — les syndicats des pays du Marché commun ont intérêt à coordonner leur action. D'où la nécessité d'une conférence européenne réunissant les organisations sans distinction d'appartenance internationale.

L'Europe que nous voulons construire est une Europe indépendante ; elle doit être celle de tous les travailleurs. Elle ne peut être celle de la guerre froide.

M. C.

## COMMERCE EXTÉRIEUR

**CHINE : Progression de  
l'Occident**

Les traits marquants de l'évolution du commerce extérieur de la Chine populaire pendant les toutes dernières années doivent être regardés comme étant les suivants : le report depuis l'U.R.S.S. et les pays d'Europe orientale vers les pays occidentaux, aussi bien pour les importations que pour les exportations ; la stabilisation des importations de céréales aux alentours de cinq millions de tonnes l'an ; l'accent mis sur les importations de matériel d'équipement pour les industries chimiques, oléagineuses et textiles ; et, par-dessus tout, la restauration progressive de l'économie chinoise après les désastres des années 1959-1961.

Pékin ne publie pas, on le sait, de statistiques commerciales, et l'observateur doit donc composer les chiffres globaux à partir de ceux des partenaires de la Chine. En 1963, les importations globales en Chine se seraient chiffrées à 1.250 millions dollars U.S., contre 1.130 millions de dollars en 1962, dont 400 millions de dollars au lieu de 480 millions de dollars en provenance des pays communistes, et 850 millions de dollars contre 650 millions de dollars en provenance du monde non communiste. Les exportations n'auraient guère varié, au total, puisqu'elles sont évaluées à 1.580 millions de dollars au lieu de 1.575 millions de dollars l'année précédente. Mais la part du bloc communiste s'est réduite de 875 millions de dollars à 780 millions de dollars, alors que celle des autres pays du monde montait de 700 à 800 millions de dollars.

Donc, la Chine ne fait plus que les deux cinquièmes de son commerce avec le bloc soviétique, tandis que les deux tiers de ses importations viennent de l'Occident et plus de 30 p. 100 de ses exportations sont dirigées en dehors du bloc communiste.

Les principaux fournisseurs de la Chine ont été, en 1963 (en millions de dollars) : Australie, 210 (en 1962, 97) ; U.R.S.S., 185 (230) ; Canada, 97 (137) ; Japon, 62 (38) ; France, 57 (43).

En revanche, l'U.R.S.S. est demeurée le premier client avec 450 millions de dollars, contre 560 millions de dollars en 1962. On trouve ensuite Hong-Kong, 259 (212) ; Malaisie, 107 (86) ; Japon, 75 (46) ; Royaume-Uni, 52 (65) ; Allemagne fédérale, 41 (39).

pour quelques jours  
encore...  
prix exceptionnel  
de souscription  
pour les lecteurs  
de TRIBUNE SOCIALISTE

18 mois **49<sup>f</sup>** par mois

Tous les romans  
de JEAN-PAUL  
SARTRE

Edition de luxe numérotée  
Tirage limité, sur les presses  
de l'Imprimerie Nationale

LA NAUSÉE - LE MUR  
L'AGE DE RAISON - LE  
SURSIS - LA MORT DANS  
L'ÂME

En 5 volumes illustrés  
de lithos originales en  
couleurs de W. Spitzer

Bon pour une documentation  
gratuite à adresser à la  
LIBRAIRIE PILOTE,  
30, rue de Grenelle  
Paris  
(7<sup>e</sup>)

Nom .....  
Adresse.....  
Profession .....

T.S. 10

# ANTILLES FRANÇAISES

## Où en sont les tendances autonomistes ?

Notre camarade, Robert-Pierre Justin, de retour des Antilles, nous a fait parvenir l'article suivant en nous demandant de l'insérer comme tribune libre dans « T.S. ». Nous avons pensé que les conclusions de son article méritaient d'être connues de nos lecteurs, sans qu'elles engagent, bien entendu, la position officielle de notre Parti sur les problèmes de l'évolution politique des Antilles.

La situation politique actuelle des Antilles est des plus confuses : la Guadeloupe, notamment, est au carrefour, à la veille d'options politiques qui doivent décider de son sort. Apparemment, le calme y règne ; les gens parlent peu de politique. En réalité, il en est tout autrement : quand on prend contact avec diverses personnalités, on remarque que toutes sont unanimes à reconnaître que la départementalisation a fait faillite, que le pays doit chercher une formule nouvelle, s'engager dans une nouvelle voie. Deux jours après mon arrivée, j'ai rencontré, au bureau des postes de Pointe-à-Pitre, M<sup>r</sup> Touchaud, conseiller général. Malgré son appartenance à une formation conservatrice, il n'a pas pu, pour autant, cacher son insatisfaction. Il ne s'est pas fait faute d'approuver le schéma de politique progressiste que je lui ai esquissé.

Valentino, ancien maire de Pointe-à-Pitre, ancien député, a refusé de prendre, cette année, sa carte au parti socialiste et se déclare autonomiste. Tel socialiste, ingénieur agricole, qui appartenait effectivement encore, il y a peu de temps, au comité directeur de la Fédération socialiste de la Guadeloupe, m'a confié que le sénateur Toribio, maire du Lamentin, s'il ne se montre pas aussi audacieux que Valentino, qui, d'ailleurs, n'a jamais été départementaliste, crie sur tous les toits qu'il faut dépasser l'assimilation.

M. Justin Thomar, président de la Chambre d'agriculture, pense qu'il faut trouver autre chose que l'assimilation, qu'il est indispensable que le pays s'engage dans une voie de rénovation économique et sociale. Divers fonctionnaires, inspecteurs des contributions et autres, pensent qu'il faut aller de l'avant. Certains négociants de Pointe-à-Pitre, Laffont-Galon en particulier, ne combattent nullement l'autonomie. M<sup>r</sup> Détanger, avoué, a regretté de ne m'avoir pas vu à temps pour discuter de cette question si importante pour l'avenir du pays. Nous pourrions multiplier les résultats des conversations que nous avons eues dans différentes couches de la population guadeloupéenne. L'idée d'autonomie n'est pas rejetée.

Numa Valentino, le frère cadet de l'ancien député-maire, possesseur d'une fabrique de chaussures à Pointe-à-Pitre, m'a avoué que la bataille qui va se livrer l'année prochaine pour la mairie de Pointe-à-Pitre aura lieu sous le signe de l'autonomie.

Or nul n'ignore que les communistes sont autonomistes. Le combat mené aussi bien par le « Progrès social » que par « L'Étincelle », organe du parti communiste guadeloupéen, est en faveur de l'autonomie. Le seul journal anti-autonomiste au pays, « Match », est bimensuel et est aujourd'hui moins virulent que par le passé. Il n'est pas impossible qu'il surveille d'où vient le vent : « Antilles-Matin » qui, sans être quotidien, est édité plusieurs fois par semaine, tend à remplacer le « Nouvelliste » qui ne sort pas pour le moment ; il est donc surtout un journal d'information et n'est pas encore vraiment engagé dans la bataille pour ou contre l'autonomie.

### Un calme apparent

D'où vient alors cette sorte d'indifférence actuelle en matière politique, cette espèce de désaffection à l'égard du problème du statut des Antilles françaises, qui aurait dû intéresser le pays tout entier ?

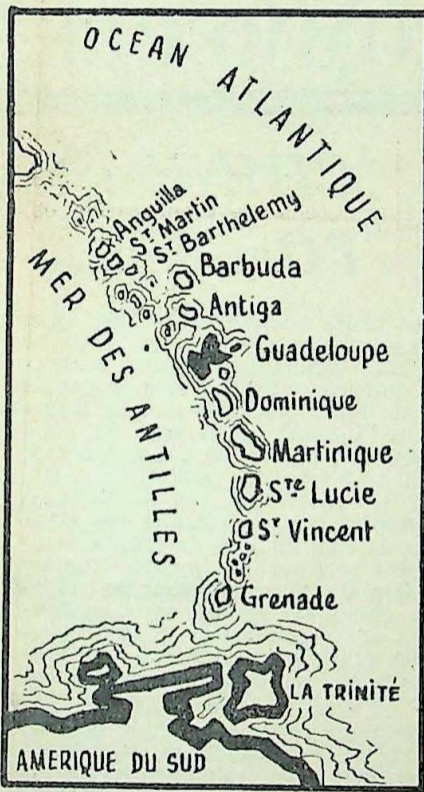
A n'en pas douter, le calme guadeloupéen n'est qu'apparent : les gens paraissent indifférents, détendus, mais ne le sont pas. Rollières-Arnoux, concessionnaires à Pointe-à-Pitre de

la marque Volkswagen, m'a avoué que le nombre d'autonomistes est grand au pays, mais qu'ils ne se manifestent guère, pour qu'ils ne fassent pas le jeu des communistes.

A la vérité, aucune explication claire n'est donnée à ce sujet par les groupes qui patronnent l'idée d'autonomie. Ils ne savent pas, en fait, ce que c'est. Valentino, quand il en parle, a dans l'esprit l'image encore vague de quelque autonomie interne, comme en ont connu, il y a quelques années, les territoires africains, et, plus encore, comme en connaît aujourd'hui notre voisin, Porto-Rico.

Les communistes ne pensent guère autre chose de l'autonomie. D'aucuns prétendent qu'ils cachent leur jeu : tantôt ils reprennent à l'envi des analyses économistes simplistes selon lesquelles il faudrait dégager l'économie antillaise qui est captive de la dépendance où elle se trouve à l'égard de l'économie française ; tantôt ils insistent sur la forme politique qu'ils voudraient trouver au problème, sont condamnés à d'incessantes redites, parlent de la nécessité de créer un pouvoir exécutif responsable devant une assemblée législative, sous la direction générale de la République française.

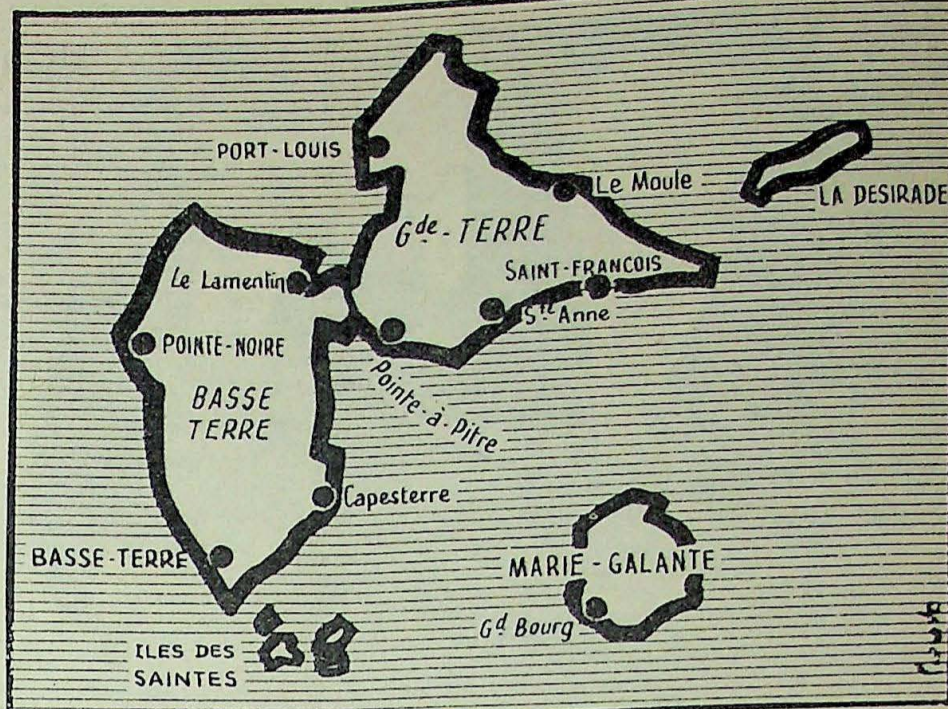
Mais, comme ils ne perdent pas une occasion d'attaquer ce même gouvernement français, dont ils attendent l'autonomie, tout le monde pense que la forme politique qu'ils préconisent se réduit à un vœu pieux, qu'ils pensent, sans le dire toujours expli-



Les Antilles. — Toute une éducation civique à y faire.

citement, tenir tout simplement une bonne fraction de la population guadeloupéenne sous leur coupe, tout en sachant très bien qu'ils ne pourront jamais prendre le pouvoir, attendu qu'ils ne feront jamais les options politiques nécessaires en l'occurrence. E. Gène, qui doit remplacer le Dr Rossan Girard au secrétariat général du parti, a fait, le 27 août, à Pointe-à-Pitre, une conférence sur le sujet : « Impulser la lutte pour l'autonomie. » Elle fut d'une étonnante indigence, encore que le conférencier vienne de passer dix-huit mois en U.R.S.S. La plus grande confusion règne dans les esprits et dans les partis. Quand il s'agit de s'orienter dans une voie si décisive qu'est l'autonomie des Antilles, l'opportunisme et le carriérisme politiques ne paient plus : l'exiguïté du territoire, la pauvreté du sous-sol, la fréquence des cataclysmes, comme les cyclones et les tremblements de terre, le sous-développement que traduisent la monoculture et l'absence d'industries locales, obligent les leaders éventuels à penser sérieusement au problème.

Comme ils n'ont jamais conçu la politique que comme une affaire personnelle, les uns et les autres sont pris par cette contradiction née de l'antagonisme entre un passé révolu,



La Guadeloupe. — Au carrefour d'options qui approchent.

mais qui les a fortement conditionnés, et l'avenir qu'ils ne sauraient s'empêcher de se représenter. La plus grande anarchie existe au parti communiste guadeloupéen : les intrigues de toute sorte, les oppositions de personnes, le refus de prendre des responsabilités caractérisent le comportement des militants actuels.

Mon frère, Serge Pierre-Justin, pharmacien à Grippon, ville située non loin de Pointe-à-Pitre, lequel a représenté le parti plusieurs fois à Moscou, au comité central du parti communiste russe, ainsi qu'au Chili, depuis plus de sept mois, refuse de prendre part aux réunions du parti. Et le désordre qui règne dans ses rangs favorise l'opportunisme des carriéristes. Le maire de Pointe-à-Pitre, Hector Dessout, a été désavoué par son conseil municipal parce qu'il est départementaliste. Et pourtant le premier adjoint, Félix Cherdieu, directeur de la Banque Antillaise, s'est fait U.N.R. Le deuxième adjoint, le Dr Henri Bangou, bien qu'il soit resté au parti communiste guadeloupéen, a fait sortir, le 1<sup>er</sup> janvier 1964, en réponse au manifeste de Dessout, sorti le 28 décembre 1963, un autre manifeste aussi opportuniste que celui qu'il condamnait.

Très peu intelligible, volontairement obscur, il préconisait une table ronde, comme se nommait le manifeste, avec tous les éléments du pays qui le désiraient, en marge de toutes considérations philosophiques, politiques, religieuses, bref cherchait à constituer une sorte de magma indifférencié où aucune question d'autonomie n'est désormais plus envisagée, au point que Dessout s'est écrié qu'il n'y avait aucune différence entre Bangou et lui. Valentino, qui, de son côté, n'a jamais désespéré de reprendre la mairie de Pointe-à-Pitre, ne s'évertue pas davantage à comprendre et à expliquer à ses futurs électeurs ce que doit être l'autonomie : il pense bénéficier des voix communistes qui continueront sans nul doute de reprocher à Dessout ce qu'elles appellent sa trahison. Les rancunes tenaces, les réactions affectives remplacent l'analyse économique-politique. L'idéologie est rejetée au rang d'abstraction et quand les membres du parti, dans les meetings, chantent l'*Internationale*, ils le font sans conviction. La même misère intellectuelle existe dans les articles de l'hebdomadaire « Le Progrès social ».

On a toujours reproché à M<sup>r</sup> Rodes sa malheureuse entrée politique à la Guadeloupe à côté d'hommes conservateurs comme Balin, maire de l'Anse-Bertrand ! Rémy Bébel, son collaborateur, a un courage certain, mais il manque de perspectives, est incapable de prendre un peu de hauteur pour élaborer la synthèse qui s'impose et ne voit pas comment dépasser le désordre et les insuffisances de la politique communiste.

### Une fausse route

J'ai rencontré, sur le « Flandre », un inspecteur des Postes qui fut naguère militant communiste et qui revenait de congé de Martinique. Selon lui, la situation n'y est pas différente de celle qui se trouve en Guadeloupe. En allant en Guadeloupe, j'ai voyagé en compagnie de nombre de Martiniquais qui reprochent amèrement à Aimé Césaire d'avoir fait fausse route en signant le Manifeste des vingt-quatre avec les communistes.

Les uns et les autres ne voient pas que le problème antillais est aujourd'hui essentiellement un problème politique, que l'option à faire est avant tout d'ordre idéologique, que c'est sur le plan des idées que le combat doit d'abord être mené, pour peu que les résultats doivent être bénéfiques. Sans doute, n'est-il pas inutile d'esquisser quelques analyses économiques. Il est intéressant de constater que le développement d'un marché intérieur aux Antilles, la réduction du volume de nos importations, la diversification et la mécanisation des cultures, le développement intensif des cultures vivrières, la création des chambres froides pour l'exploitation rationnelle de la pêche dans des mers très poissonneuses, l'implantation d'industries locales pour la fabrication des jus de fruits et la raffinerie du sucre, l'impulsion donnée au tourisme et au thermalisme sont plus aptes à réduire le déficit de notre balance commerciale que la chimérique idée du seul accroissement de nos exportations et à engager le pays dans la voie de la prospérité économique et sociale. Mais comment ne pas constater que, pour atteindre ces objectifs et bien d'autres, comme la création d'universités propres à la création des cadres nécessaires au pays, il faut, comme nous l'écrivions à la fin de « De la philosophie à la politique », avoir les mains libres politiquement ? Comment ne pas voir que tous ces objectifs et bien d'autres ne seront atteints que si la réforme agraire, qui est la clé de notre situation économique, est faite d'après les exigences de notre évolution sociale et humaine en général ?

Mais si, comme nous l'écrivions dans le troisième numéro de « L'Union », notre journal, dès mars 1958, au sortir du congrès constitutif du P.P.M. (Parti Progressiste Martiniquais), la France ne veut pas devenir une confédération, si celle-ci est du reste dépassée par les exigences mêmes de la pensée et de l'action, si la loi-cadre africaine n'est plus possible aujourd'hui aux Antilles, il faut trouver une politique qui puisse laisser ouvertes les portes de l'avenir.

Mais comment ne pas voir, du même coup, que l'autonomie elle-même est depuis longtemps dépassée ? Il est inutile de vouloir prendre Porto-Rico comme modèle de décolonisation quand il est aujourd'hui l'un des Etats de l'Union des Etats-Unis d'Amérique. Si nous devons passer par des étapes dans notre marche vers le progrès, ces étapes doivent être prévues et définies en fonction d'une politique totale qui rende possible un progressisme continu.

### La voie de l'indépendance

C'est dire, du même coup, que c'est dans la voie de l'indépendance qu'il faut résolument s'engager. Mais celle-ci doit être soigneusement préparée sans la moindre démagogie. Le spectacle du Congo, de l'Algérie, de l'Afrique en général, nous montre éloquentement qu'un peuple ne doit jamais vouloir s'élever à l'indépendance sans préparation. Il faut, comme nous l'écrivions dans le chapitre de « De la philosophie à la politique » intitulé « Les tâches des élites antillaises », avoir le courage de poser le problème comme il se doit ; il faut, comme



L'avait dit Césaire dans sa lettre de démission du P.C.F. « avoir la patience de reprendre l'ouvrage ».

La réalité antillaise a sa spécificité propre. Nous sourions de la candeur de ceux qui parlent d'autonomie, mais qui, non seulement, ne savent pas exactement ce qu'ils veulent, mais croient naïvement que cette autonomie sera obtenue à partir d'élections municipales ou cantonales. Mais leur empirisme ne le cède en rien à l'utopie de ceux qui parlent de confédération antillaise, ne voyant pas qu'une telle confédération ne sera qu'un mythe, comme l'Europe, tant que les différents pays qui doivent la constituer ne feront pas une option socialiste. C'est par un plan politique qui considère l'enseignement comme le meilleur investissement que les Antilles sortiront du marasme où elles croupissent. C'est en prenant une conscience aiguë du problème politique, du choix à faire dans ce domaine, de la nécessité de dépasser les formations squelettiques, de constituer un véritable front antillais, qu'elles résoudront le problème économique dont la solution, au demeurant, est forcément historique. C'est dire, du même coup, qu'il ne faut point confondre planification et collectivisation. Celle-ci n'est pas possible dans les circonstances actuelles de la politique internationale. S'il faut développer l'esprit coopératif, éviter de morceler à l'envi la petite propriété, il ne faut pas moins penser que notre voie est un voie moyenne qui, bien entendu, ne sera plus une fin en soi. Elle sera toujours prête à s'élargir en fonction des possibilités internationales ; mais, d'ores et déjà, il importe de savoir que si la prévision ou une prospective s'avère nécessaire, il faut d'emblée écarter toute formule rigide qui nous empêcherait de comprendre que nos responsabilités sont fonction de nos moyens. Nous ne sommes pas responsables de l'évolution actuelle de l'histoire du monde.

Nous devons essayer de passer par les mailles du filet, sans nous inféoder à l'Union soviétique ni flatter pour autant les U.S.A. Les Antilles françaises ne peuvent se sauver que par les voies du socialisme, certes, mais fou celui qui voudrait y transporter sans discernement une politique qui serait valable en d'autres lieux et en d'autres temps.

Par là, les communistes constituent les obstacles majeurs à notre évolution. Nous l'avons compris dès 1947, lors de notre démission du P.C.F., et par notre opposition à la politique de départementalisation. Et, en 1958, ce n'est pas par hasard que, dès le deuxième numéro de « L'Union », organe officiel du Front guadeloupéen, nous les avons dénoncés à la gauche antillaise. La crise du camp socialiste ne peut que renforcer notre conviction dans le bien-fondé de la lutte que nous avons menée depuis toujours et montrer la justesse de notre point de vue. Il ne s'agit pas d'affirmer un but formel ; il s'agit de déterminer les moyens de la réalisation progressive de la prospérité antillaise. Et, pour ce faire, il nous faut savoir exactement ce que nous sommes : Cuba peut se permettre le luxe d'affirmer le marxisme-léninisme et se faire le champion de la révolution dans les Caraïbes. Une telle gloire

nous sera toujours refusée : nous devons certes être révolutionnaires, mais en vue, simplement, d'une rénovation sociale à la Guadeloupe et à la Martinique. Par là, nous servirons d'exemple et notre décolonisation originale inspirera plus d'une Antille.

Mais c'est d'abord à nous-mêmes que nous devons nous en prendre. Quand « Le Progrès Social » ou « L'Étincelle » s'en prennent à quelques métropolitains qui possèdent des privilèges, ils n'ont pas toujours tort. Mais là n'est pas le vrai problème : si les Guadeloupéens n'ont pas l'esprit d'initiative, il faut bien que des métropolitains, dans le contexte de l'histoire actuelle des Antilles, y apportent quelques progrès. Dans toutes les sociétés, on aura besoin de snacks-bars, d'hôtels confortables, etc. Nous sommes contre tous les privilèges, d'où qu'ils viennent, et certains métropolitains exagèrent parfois. Mais, plus que les métropolitains, les Antillais sont leurs propres ennemis : tant qu'ils ne cesseront pas de se jalouser les uns les autres, tant qu'ils seront aussi mesquins et individualistes comme ils le sont, ils n'obtiendront jamais rien. Ce n'est pas en ne s'occupant que de détails qu'ils résoudront leurs problèmes.

Césaire disait qu'il n'était pas confortable d'être Antillais. Mais nombre d'intellectuels antillais attendent vainement de lui des études doctrinales, des mises au point précises et fécondes. Césaire est le seul autonomiste déclaré parmi tous les parlementaires antillais. S'il en est ainsi de lui, qu'en sera-t-il des autres ? Le problème est un problème humain. Toute analyse politique doit tenir compte dialectiquement de ses différents aspects : historique, économique, social, culturel, etc. Il y a toute l'éducation civique des Antillais à faire à côté de l'éducation générale.

Dans les milieux gouvernementaux français, on leur reproche de bon droit de ne pas savoir ce qu'ils veulent, de ne pas formuler exactement leurs vœux. La vérité est qu'ils n'osent pas toujours exprimer ce qu'ils veulent, qui est souvent opposé à ce dont le peuple antillais a besoin. Qu'ils abdiquent tout égoïsme outrancier, tout narcissisme ; qu'ils aient le respect des compétences, le sens du ridicule ; qu'ils envisagent la nécessité de se dépasser, de se cultiver et leur problème sera déjà à moitié résolu. Si, malgré ce redressement de leur propre comportement, ils ne le résolvent pas entièrement ou qu'ils n'ont plus la possibilité de le faire, alors, mais alors seulement, ils auront raison de s'en prendre au colonialisme et à l'impérialisme français.

Dans tous les cas, comme nous ne pouvons plus revenir en arrière, comme le temps est irréversible, que son cours est déjà l'expression du progrès, comme l'assimilation est un non-sens et qu'on ne peut plus revenir à l'ancien statut colonial, on ne saurait éviter une indépendance conquise par étapes successives, certes, mais inséparables d'une prospective qui permet de saisir le problème dans son ensemble.

Les Antillais doivent d'abord essayer de comprendre ce problème s'ils veulent éviter les misères du néo-colonialisme.

Roger-Pierre Justin.

## ARGENTINE

### Peron reviendra-t-il ?

Après le voyage du général de Gaulle en Argentine et les manifestations péronistes de Cordoba et de Buenos Aires, on reparle beaucoup ces temps-ci du général Peron et de son retour cette année en Argentine, via Montevideo.



(Photo A.D.P.)

Peron : retour difficile.

C'est le moment pour nous de réfléchir à l'étrange destin de cet homme, porté au pouvoir par les plus pauvres, ennemi des puissants et des nantis, de l'armée et des banques, devenu dictateur et victime, selon le mot à la mode, du « népotisme » pour finir exilé chez le fasciste Franco.

Un homme que la foule argentine, celle des faubourgs, salue comme son symbole et réclame comme son chef, préférant encore les risques de sa dictature plus ou moins paternaliste à l'étouffement du régime pro-américain qu'elle subit.

Un homme qui, s'il revient à Buenos Aires, déclencherait une guerre civile entre les travailleurs aux mains nues et le régime policier et militaire.

Autant de risques qui servent le maintien du régime actuel, et nous font penser que les problèmes de l'Amérique latine ne peuvent pas se régler sur la base de nos critères occidentaux.

Pour les travailleurs de ces pays, rien ne sera fait de durable qui ne pourra s'appuyer sur les conquêtes d'un socialisme devenu vraiment internationaliste.

Un bon sujet de méditation pour les socialistes européens.

## TCHÉCOSLOVAQUIE

### Nouveau système de planification

Les autorités tchécoslovaques ont communiqué que les préparatifs du nouveau système de planification et de direction de l'économie du pays touchaient à leur fin. Le nouveau système économique sera mis en œuvre progressivement, à partir de l'année prochaine.

Selon le président de la commission chargée de ces problèmes, une modification essentielle de la planification sera opérée : on abandonnera les formes bureaucratiques actuelles, strictement centralistes, et

l'on passera à une planification basée sur des analyses réellement scientifiques qui doivent représenter « une harmonie entre l'initiative des producteurs et le caractère directif du plan ».

Les entreprises seront matériellement intéressées, non seulement pour la production, mais aussi pour réaliser un produit brut le moins élevé possible. Le développement économique sera guidé par le marché, ce qui est évidemment tout à fait nouveau dans les pays à idéologie socialiste.

## IRAN

### Les socialistes en prison

Deux dirigeants iraniens récemment « jugés » par le tribunal militaire de Téhéran ont été condamnés à trois ans d'emprisonnement. Aucune preuve n'a été apportée à leur condamnation et ce procédé arbitraire nous montre une fois de plus le vrai régime politique de l'Iran. Là-bas, il n'y a pas besoin de preuves pour

arrêter, persécuter et condamner à de longues peines de prison tous ceux qui luttent, pacifiquement d'ailleurs, pour la liberté, la justice sociale et le socialisme. On viole les droits de l'homme, on entretient une police au service de la dictature, tout cela dans le plus grand silence puisqu'il semble que tout ce qui nous vient d'Iran doit passer par l'imagerie populaire et que le bon « shah » est un des meilleurs amis de notre pays...

Nous disons à nos camarades socialistes iraniens qui mènent là-bas un combat difficile que nous sommes de tout cœur avec eux. Leur combat nous est connu et nous les assurons de notre solidarité.

## YOUGOSLAVIE

### Accroissement des importations des produits industriels

L'augmentation de la production en Yougoslavie a eu une influence importante sur les exportations.

L'industrie représente actuellement 75 % des exportations yougoslaves, l'agriculture 25 %. En 1963, la Yougoslavie a exporté plus du double de l'ensemble des produits industriels et agricoles vendus à l'étranger avant la guerre, atteignant 600 millions de dollars.

Il faut noter que ce sont les produits finis qui sont en augmentation. Aux minerais de fer succèdent les produits laminés et filés. Dans l'industrie alimentaire on exporte viandes, poissons, fruits et légumes en boîtes, jus de fruits... de même que des chaussures de cuir et des vêtements prêts à porter.

Parallèlement, en 1964, la Yougo-

slavie produira beaucoup plus de biens de consommation en rapport avec l'accroissement des revenus par tête d'habitant et avec la libération des crédits à la consommation.

Seront aussi augmentés les secteurs suivants : production textile, 10 % ; cuir, chaussures, 9 % ; denrées alimentaires, 9 % ; tabacs, 32 % ; véhicules, 14 % ; appareils électroménagers, 28 % ; appareils de radio, 14 % ; de télévision, 38 % ; meubles, 19 %.

Pour l'exportation, il est prévu encore un progrès de plus de 10 %, surtout dans les produits de l'industrie transformatrice des métaux et du bois, les constructions électriques, les textiles, les non-ferreux, les produits sidérurgiques, la cellulose et le papier.



(Photo A.D.P.)

Le Shah : n'admet aucune opposition.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin  
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 11 au 17 novembre

QUATRE GARÇONS  
DANS LE VENT

SYNDICATS

La C.F.D.T. est démocratique, sera-t-elle socialiste ?

Samedi 7 novembre, au Palais des Sports, à la porte de Versailles, un événement historique a eu lieu : la naissance de la C.F.D.T. (Confédération Française Démocratique du Travail). Issue de l'ancienne Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, forte de puissantes fédérations d'industrie, la C.F.D.T. apparaît comme la deuxième centrale syndicale française et espère mordre largement sur les inorganisés si nombreux dans ce pays.

Une pensée politique

C'est ce que soulignait le secrétaire général, Eugène Descamps, au terme de son rapport introductif, vaste exposé doctrinal où la vigueur de l'expression le disputait à l'élévation de la pensée.

2.500 délégués se pressaient dans la vaste salle du Palais des Sports, lorsque le président Georges Levard ouvrit le congrès extraordinaire. Au fond de la salle, derrière la tribune, une banderole : « La C.F.T.C. construit la grande centrale démocratique moderne ». Autres slogans inscrits sur des panneaux : « Pour répondre à l'espérance de la classe ouvrière : enrichissons le mot démocratie », « Fidèles au passé, aux valeurs, aux idéaux qui animent notre action, construisons l'avenir », « Comprendre, s'adapter, agir ».

Fréquemment soutenu par les applaudissements enthousiastes de la grande majorité des délégués, Descamps souleva aussi les protestations d'une minorité virulente qui s'était regroupée vers le haut de la salle.

Après s'être efforcé de montrer qu'il y avait une continuité entre l'action passée de la C.F.T.C. et son action présente, le secrétaire gé-



(Photo AGIP.)

Sauty : pourra-t-il continuer la C.F.T.C. ?

ral indiqua que son organisation était souvent la première dans les industries nouvelles, mais qu'elle rencontre encore des réticences chez les travailleurs qui ne sont pas mus par une inspiration chrétienne.

Eugène Descamps brossa ensuite un vaste tableau de la société industrielle de l'avenir où la classe ouvrière sera de plus en plus instruite, où il subsistera sans doute des ouvriers non qualifiés, mais où il y aura de plus en plus de professionnels hautement qualifiés, de techniciens, de cadres moyens. Tout n'ira pas malgré tout pour le mieux dans cette société de consommation, ce qui rendra toujours nécessaire l'action syndicale. « Les reconversions se feront dans la tension, souvent dans les drames. Il faudra s'opposer au développement des disparités entre les catégories professionnelles et à l'exploitation d'un sous-prolétariat nouveau. Il faudra faire en sorte de défendre ceux qui n'ont pas de pouvoir de contestation (les familles, les vieux, les émigrés), et que les gains de productivité n'aillent pas à la consommation immé-

diante des privilégiés mais aux investissements sociaux. »

Sous les applaudissements des congressistes, l'orateur souligna que la future centrale devra être « une confédération et non une juxtaposition de fédérations ». Il dénonça les « alinéations nouvelles de la société industrielle », le fait que la domination des technocrates et la concentration des capitaux tendent à enlever à l'homme « tout sens des responsabilités, toute possibilité d'épanouissement ». Il indiqua la nécessité d'« atteindre le capitalisme là où il est, au niveau des cartels et des ententes ».

Il parla également des rapports avec les autres organisations syndicales, à l'égard desquelles il ne faut pas avoir « un esprit de systématique condamnation ». Pour Descamps, il ne saurait y avoir d'unité avec la C.G.T. sans « l'abandon de la conception léniniste du syndicat courroie de transmission ». Selon lui, « la C.G.T. est une force riche mais une force confisquée. Les militants de la C.G.T. ne sont pas tous communistes, mais l'appareil demeure étroitement lié au parti. L'évolution de la C.G.T. ne peut être que très lente, subordonnée à celle du parti communiste. Pour la favoriser, il faut créer une centrale aussi puissante, aussi influente qu'elle ».

Quant à F.O., Descamps rappela qu'il avait proposé durant l'été 1963 des groupes de travail commun, mais qu'à la suite du dernier congrès confédéral de cette organisation, le nouveau secrétaire général, André Bergeron, avait subordonné la poursuite de ces pourparlers à l'absence d'unité d'action entre la C.G.T. et la C.F.T.C. et avait relancé les négociations avec le patronat. « Mais celui-ci, en dehors de quelques miettes, ne concède rien à quoi il ne soit contraint par une action commune mobilisant les travailleurs. » En ce qui concerne la C.G.C. et F.E.N., le secrétaire général de la C.F.T.C. voit surtout en elles des organisations de caractère catégoriel.

Il indiqua que « le désir de chaque organisation est en elle ».

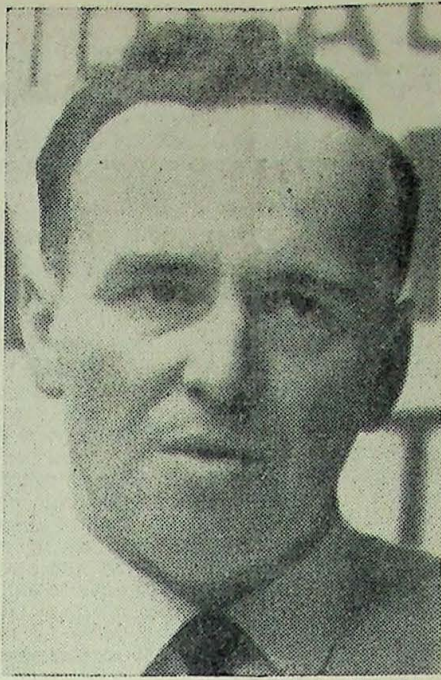
Selon Descamps, « la C.F.T.C. essaie de créer les conditions d'efficacité et de dialogue qui, seules, peuvent conduire à l'unité. Les autres doivent aussi faire un effort de recherche et de dialogue. « Nous ne voulons pas « plumer la volaille ». Il y a sept millions de travailleurs non syndiqués : c'est à eux que nous nous adressons pour les engager à venir combattre avec nous. »

C'est alors que Descamps déclara : « A la vérité, la C.F.T.C. est déjà devenue la C.F.D.T. » Il fut interrompu par un tollé général où les applaudissements de la majorité se mêlaient aux huées et aux sifflets de la minorité. Il précisa qu'il voulait dire que cela est réalisé par la présence à la C.F.T.C. « de travailleurs musulmans, de juifs ou d'athées qui fait de nous un rassemblement démocratique de travailleurs ».

La dernière partie de l'exposé fut consacrée à la philosophie de la nouvelle centrale. Descamps se référa « aux valeurs communes du mouvement ouvrier français » et déclara : « Les travailleurs chrétiens ne sont plus des séparés comme il y a soixante-dix ans. » L'ancien responsable de la J.O.C. souligna naturellement l'évolution de l'Église catholique sous les papes Jean XXIII et Paul VI, mais aussi « l'apport des formes diverses de socialisme ».

Tout en proclamant l'indépendance de son organisation à l'égard des partis, le secrétaire général de la C.F.T.C. rappela qu'elle avait lutté aux côtés des forces politiques pour la paix et l'indépendance de l'Algérie. Et il ajouta : « Nous n'avons pas d'arrière-pensée politique, mais une pensée politique. » Il illustra cette affirmation par le rapprochement avec les syndicats paysans. Il rappela qu'il était toujours prêt à dialoguer non seulement avec le P.S.U., mais aussi avec le M.R.P. et avec des membres de la S.F.I.O.

Et avant de conclure par une citation de Saint-Exupéry sur ceux qui veulent « construire cette terre des hommes », Descamps signala que la C.F.T.C. était en contact avec les Trade Unions britanniques, la D.G.B.



(Photo Kagan)

Jean Maire : la voie nouvelle du socialisme démocratique.

allemande, les syndicats américains, qu'elle avait des amis à la fois en Israël et en Algérie.

Le rapport de Descamps fut suivi de débats passionnés et parfois houleux qui se poursuivirent en séance de nuit, à Issy-les-Moulineaux. Parmi les quelque cent trente orateurs inscrits, un certain nombre seulement purent parler durant un quart d'heure.

70 % des mandats pour la C.F.D.T.

La résolution générale portant modification du titre et des statuts de la C.F.T.C. a été adoptée par une majorité de 70 % des mandats, représentant quelque 4.000 syndicats (le congrès avait admis que la majorité qualifiée était celle des deux tiers). Une autre résolution stipule que le sigle C.F.T.C. reste la propriété de la nouvelle centrale, ce qui en interdit l'usage à quiconque et que l'actif de la confédération est intégralement affecté à la C.F.D.T.

Il nous paraît intéressant de citer quelques extraits du préambule et des statuts adoptés par le congrès extraordinaire :

« — Tout homme a droit de vivre dans une démocratie qui lui assure l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'objectivité de l'information, la possibilité effective d'accéder à tous les niveaux de l'enseignement, une participation active à l'élaboration et au contrôle des décisions politiques. (Art. 9 du préambule.)

« — La confédération réunit des organisations syndicales ouvertes à tous les travailleurs résolus dans le respect mutuel de leurs convictions personnelles, philosophiques, morales ou religieuses, à défendre leurs intérêts communs et à lutter pour instaurer une société d'hommes libres et responsables. (Art. 1 des statuts.)

« — ... Elle combat donc toutes formes de capitalisme et de totalitarisme. (Art. 7.)

« — Sans poursuivre par principe le développement systématique des antagonismes existant dans la société, elle entend dans son action susciter chez les travailleurs une prise de conscience des conditions de leur émancipation. Elle choisit, dans une totale autonomie et en fonction de ses principes, les moyens et les alliances qu'elle juge utile de mettre en œuvre pour réaliser ses objectifs. » (Art. 9.)

A l'issue du vote, la minorité, représentant principalement les mineurs et des syndicats d'employés (10 % des adhérents ?), a quitté la salle. Elle annonce son intention de « continuer le syndicalisme chrétien », mais il est peu probable qu'elle trouve actuellement beaucoup d'appuis dans la hiérarchie catholique.

En Allemagne fédérale — dans des conditions il est vrai assez différentes — une tentative semblable a été un échec lorsque les militants chrétiens ont rejoint la D.G.B.

L'opposition mena un baroud d'honneur, notamment par la voix de Jacques Tessier (employés), Bornard (mineurs), Charruau (E.D.F. Paris). Le premier fut particulièrement tranchant. Il suscita les protestations d'une partie de la salle lorsqu'il évoqua la prière dite à l'ouverture des congrès de certains syndicats anglosaxons et surtout lorsqu'il prétendit que deux courants, « le courant marxiste et le courant social-chrétien », se partagent le monde. Descamps devait lui répondre en évoquant l'Espagne et le Portugal.

Durant l'intervention de Tessier, une panne de micro permit au secrétaire général de venir le saluer. Reprenant la parole, l'orateur rapporta qu'il avait déclaré à Descamps : « Ce débat est un peu une guerre de religion. » Ce que Paul Vignaux, secrétaire du S.G.E.N., qui succédait à Tessier, commenta ainsi : « En tant que représentants d'une organisation laïque, nous refusons les guerres de religion. »

Pour un socialisme démocratique

Les débats firent également apparaître des nuances importantes entre les partisans de l'évolution.

Certains se déclarèrent ouvertement en faveur d'un socialisme démocratique. Ce fut notamment le cas de Jean Maire, secrétaire de la Fédération de la métallurgie, qui, interrompu par la minorité, déclara : « La démocratie ne se sauvera qu'en se socialisant. La liberté sans le socialisme n'est qu'un leurre, mais le socialisme sans la liberté, c'est l'esclavage. » Soulignant que le socialisme ne s'identifiait pas à la S.F.I.O., il fit applaudir « la voie nouvelle du socialisme démocratique ».

A cette notion se référa également Paul Vignaux qui, applaudi par les uns et hué par les autres, appela à la lutte « contre le pouvoir personnel et sa bombe », contre le néo-capitalisme, « plus subtil et plus dangereux que l'ancien ».

Edmond Maire (industries chimiques), dans un exposé très clair, rappela que la C.F.T.C. n'avait pas à l'origine de conscience de classe, qu'elle avait dû « assimiler puis assumer la tradition syndicaliste française ». Assurant que la transformation de la C.F.T.C. était « une contribution importante à la marche à l'unité syndicale », il déclara que l'opposition véritable n'était pas entre le christianisme et le communisme, mais « entre la conception d'un syndicalisme autonome et celle d'un syndicalisme asservi ». Affirmant la nécessité de définir « des perspectives démocratiques et socialistes », il se prononça pour une planification démocratique, pour la démocratie dans l'entreprise et pour une alternative démocratique au régime gauliste.

Mais ce point de vue n'est défendu que par une avant-garde, ainsi qu'en témoigne l'intervention de Pierre Mentel (du syndicat des impôts) qui, très applaudi, déclara « rester à la nouvelle confédération quoi qu'il arrive », mais fit des réserves sur la notion de socialisme. L'orateur exprima en particulier la crainte de ombreux adhérents d'être « marxisés ». Il déplora qu'il y eût à la C.F.T.C. « une psychose du P.S.U. comme jadis une psychose du M.R.P. », alors que le P.S.U. pratique l'unité d'action avec le P.C. Il affirma aussi : « Nous n'avons pas le droit de dire que nous sommes pour Defferre contre de Gaulle. »

On avait donc tort de considérer que la C.F.D.T. est ralliée tout entière au socialisme, ce qui n'est d'ailleurs pas le cas non plus des autres centrales. Pour nous qui avons suivi avec sympathie l'évolution de la C.F.T.C. et la naissance de la C.F.D.T., il ne peut s'agir d'un socialisme de parti — car nous sommes pour l'autonomie des syndicats — mais d'un socialisme de doctrine, adapté à la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. A cet égard, l'organisation, qui a beaucoup fait pour répandre la notion de planification démocratique, a déjà contribué à la définition de ce socialisme.

D'autre part, beaucoup de ses militants, à commencer par Eugène Descamps, se déclarent opposés au marxisme. Cependant, le secrétaire général de la C.F.D.T., qui soutient que l'Église catholique a toujours emprunté au patrimoine de l'humanité, ne pense-t-il pas que son évolution la plus récente doit quelque chose au marxisme ? La question vaut d'être posée, même si l'on considère, comme le P.S.U., que le socialisme d'aujourd'hui ne peut plus se référer à une philosophie unique.

Maurice Combes.

CINÉMA

A propos de « L'Insoumis »  
Alain Cavalier répond aux critiques de « T.S. »

Alain Cavalier, momentanément absent de Paris, n'a pu participer de vive voix au débat provoqué par l'un de nos camarades au sujet de « L'Insoumis » (voir « T.S. » du 31 octobre).

Jean-Jacques Vernon a pu joindre, néanmoins, par lettre, le réalisateur du film ; puis il lui a envoyé l'exemplaire de notre journal, tout en invitant Cavalier, par téléphone, à exposer son point de vue. Le réalisateur de « L'Insoumis » a fait parvenir sa réponse au critique de « T.S. ». Voici sa lettre :

Cher Monsieur,  
A la suite de votre lettre et de votre coup de téléphone, je me faisais une joie de répondre aux questions que se posaient les lecteurs de votre journal sur mon film « L'Insoumis ». Puisque mon ouvrage provoquait des réactions, je pensais ne pas avoir trop perdu mon temps à le faire.

J'ai donc lu d'abord votre article et j'ai beaucoup apprécié l'intelligence objective avec laquelle vous avez résumé l'action et les mobiles des personnages. Cependant, dans mon esprit, il n'y a jamais eu chez Dominique perte de conscience politique dans ses rapports avec Thomas. Cet homme, en contradiction avec sa situation, a eu pitié d'elle et l'a sauvée de la mort. Quelques jours plus tard, Dominique lui rend simplement la monnaie de sa pièce. Je ne vois pas en quoi cela constitue un désengagement ou une trahison. Au contraire. A partir du moment où Dominique a la preuve que Thomas n'est pas un salaud mais un égaré à la recherche de sa vérité, elle essaie de le sauver, de le sortir totalement de la boue. Quant au sentiment qui les lie provisoirement et que Thomas, surtout, provoque et entretient désespérément avant de mourir, je le revendique intégralement, dans sa chair comme dans son principe. En effet, il ne m'a jamais semblé qu'en aucune occasion l'amour, même s'il naît entre la nuit et le jour, soit une impulsion condamnable et ignoble. J'ajoute qu'il est évident que Dominique, de retour à Lyon après la mort de Thomas, poursuivra avec son courage et son intelligence le combat qu'elle mène contre l'oppression colo-

niale, combat qu'elle n'a jamais abandonné et dont j'ai montré en images le danger qu'il comportait.

Pour vous informer entièrement, je dois vous dire que j'ai réalisé ce film en toute liberté et que les producteurs n'ont pas demandé le changement d'une seule ligne de mon scénario et des dialogues de Jean Cau. C'est un accident assez rare dans notre métier pour que je n'oublie pas d'en faire état (1).

Si j'ai déclaré au journal Le Monde que « L'Insoumis » n'était pas un film politique, cela ne voulait pas dire qu'il était apolitique. Je prévenais seulement le spectateur qu'il n'allait pas assister à une œuvre de combat mais de constat, racontant l'histoire de deux individus qui ne sont pas forcément les reflets exacts des collectifs d'opinion auxquelles ils appartiennent, du moins telles qu'elles sont représentées par les théoriciens si pleins d'absolu. Là était l'intérêt, là était la vie de mon ouvrage. Là était le risque de porter à faux auprès de certains.

Cher Monsieur, je termine en vous affirmant avec regret qu'il ne m'intéresse en aucun cas d'instaurer un débat avec votre lecteur, auquel d'ailleurs vous répondez parfaitement bien. Si ce lecteur laissait entendre à Dominique que son metteur en scène expliquait son engagement par de supposés « amants arabes ou kabyles », elle n'aurait que quelques mots à lui dire pour qu'il demande pardon à genoux. Quant à Thomas, traité de SS, la vivacité de ses réactions serait à craindre. En ce qui me concerne, puisque j'ai fait « la preuve que je suis un agent d'intoxication du peuple au service (bien payé) du capitalisme », je tire le rideau et vais au café voisin boire un verre de vin blanc avec mes personnages qui, encore aujourd'hui, ont beaucoup de choses à m'apprendre sur leur avventure.

Alain Cavalier.

(1) Censure. La commission a accordé son visa, mais les ministères, plus puissants, il faut le dire, avaient des avis partagés. Certains étaient pour l'interdiction totale, d'autres pour le laisser passer tel quel, d'autres pour faire procéder à des coupes.

ligne, le corrobore. Marcel Maréchal, qui est l'artisan de cela, joue, en plus, Casimir de L'Azote puis le général, avec autorité et conviction. Sa présence nous est sympathique. Nous nous intéressons à ses personnages.

Janine Berdin, vieille mère petite bourgeoise admirative et égoïste dans L'Azote, est, ensuite, la jeune générale touchante et vraie. Dans l'une comme dans l'autre, son jeu est net, précis.

Catherine Arditi est, avec adresse, intelligence et sincérité, ses deux personnages successifs.

Il y a trois comédiens, mais vraiment six personnages.

Si la musique de Jean-Guy Bailly adhère au spectacle autant que le bruitage, si la lumière utilisée avec justesse et précision crée l'atmosphère et souligne le jeu, les décors

de Jacques Angenot, faits de circonférences juxtaposées, enferment les personnages dans leur cercle infernal et ne peuvent absolument pas se dissocier de leur vie. De plus, comme les costumes, ils sont jolis, et ils font un tout géométrique sans casure.

L'homme reste l'homme, heureusement ! Mais le restera-t-il longtemps ?... Faisons qu'il ne soit pas victime de sa grandeur et de ses machinations puis annihilé par elles ! René de Obaldia nous a fait entrevoir « son monde », qui pourrait devenir le nôtre, par la compagnie « Le Cothurne » de Lyon. Il n'a pas pris position. Sa mise en garde n'est pas assez effective et partisane.

Souhaitons qu'il veuille bientôt nous en dire davantage.

Michel Duverny.

LIVRES

L'Éducation en Afrique

Le livre d'Abdou Moumouni, « L'Éducation en Afrique » (1), constitue, à notre connaissance, la première tentative sérieuse d'aborder et de résoudre, dans leur ensemble, les problèmes posés actuellement en Afrique noire, et plus particulièrement dans les anciennes colonies françaises par le problème crucial de l'éducation sous ses différents aspects théoriques et pratiques.

Après une analyse du système africain d'éducation pré-colonial mettant l'accent sur sa valeur formative en rapport avec le degré d'évolution économique et technologique des sociétés considérées, l'auteur montre comment la traite des esclaves a brisé net pour des siècles toute possibilité d'évolution « normale » des sociétés africaines, alors à un stade féodal ou pré-féodal. L'enseignement colonial, corollaire de la prise en charge directe des pays africains par les puissances impérialistes visait, quant à lui, tout à la fois à former des auxiliaires de l'administration coloniale, à dépersonnaliser les Africains, à répandre le mythe de la barbarie et de l'infériorité congénitale des Africains et de la supériorité des civilisations des pays impérialistes, à combattre les langues africaines, à former une intelligentsia n'ayant plus rien de nationale, constituant les bases d'une bourgeoisie

docile aux ordres de l'étranger.

L'indépendance formelle octroyée en raison d'une situation internationale particulière laisse en fait les États africains sous une dépendance néo-coloniale, d'autant plus dangereuse qu'elle se fait par personnes interposées. Aussi bien la situation actuelle est catastrophique : 95 à 99 p. cent d'analphabètes, peu de cadres supérieurs, quelques cadres moyens, une néo-bourgeoisie au pouvoir, une mainmise étrangère totale (dans les anciennes colonies françaises au moins) sur l'enseignement, l'éducation, la radio, etc. Abdou Moumouni démontre le nécanisme de vieux préjugés coloniaux et néo-coloniaux qui paralysent encore l'action de certains Africains. Après ce livre, comment continuer à croire de bonne foi qu'enseignement, culture, alphabétisation peuvent se faire en langue étrangère avec l'aide de conseillers techniques étrangers, comment accorder le moindre crédit à la conception d'une « négritude » qui voudrait cantonner les Africains dans une spécificité douteuse. (« Si la raison est hellène, l'émotion est nègre ! » dit significativement Senghor.)

Michel Rives

(1) François Maspero, éditeur.

THÉÂTRE

« L'Azote »  
et « Le Général inconnu »

au théâtre de Lutèce

L'Azote, de René Obaldia, est-ce la docilité de l'homme à se laisser diriger, mener, parquer aveuglément ? Est-ce une propagande répétée qui le rend à la longue apte à tout gouverner et à tout accepter ?...

— C'est l'Azote qui fait la force des armées ! nous dit Casimir.

Dans ce cas, il faut s'en méfier, de cet azote. Il ne faut pas se laisser griser par lui si nous ne voulons pas devenir des robots avec toutes les conséquences que cela comporterait.

Pour René de Obaldia, l'Azote, n'est-ce pas aussi le meilleur de l'homme, sa bonté, sa force et sa générosité que lui prennent l'armée, les femmes, les religions, le cinéma, la télévision, le self-service, les psychanalistes « qui ne parlent pas mais qui ont de la présence » ?...

Si dans cet acte l'on est pris, entraîné, remué par une avalanche de mots, qui fusent et éclatent comme un feu d'artifice, par des jeux d'esprit et des astuces ; si ce que nous dit l'auteur a parfois un humour noir et grinçant ; si les coups qu'il décoche à l'armée et autres ordres et institutions confortablement établis nous font rire, tout cela égratigne. Sincèrement, on eût souhaité qu'il aille plus loin. Il le pouvait. Il a du talent pour le faire.

Dans Le Général inconnu, il va plus avant. Cet homme, prisonnier de sa grandeur et de la mission qu'il croit avoir à remplir, est un personnage

absurde comme l'est sa vie d'automate, précise comme une mécanique, mais sans âme.

— Les hommes obéissent à des idées fixes et élémentaires, nous dit-il.

Malgré cette affirmation qu'on n'aurait pu lui appliquer à cause de son propre comportement, malgré celui-ci, il nous confie, soudain, ses regrets : la campagne, les oiseaux, les fleurs, la promenade du week-end et la vie quotidienne d'un homme moyen. Malgré « sa mission », il nous dit : « Heureuse la chair qui peut encore être de poule ». Sous cette boutade se cache une constatation amère et nostalgique. Peu à peu, il prend conscience de l'absurdité de son existence dans un temps d'automation, de mé-téores et de voyages interplanétaires d'où est absente toute poésie. Alors, il se remet à aimer presque malgré lui, par instinct, et essaye de redevenir un homme. Mais il sera la victime de « son monde ».

Sa femme qui ne cessa jamais d'éplucher des pommes de terre, par besoin sans doute de se cramponner à quelque chose de vrai et de simple, renouvellera son geste cent fois répété mais alors, sans pomme de terre, il deviendra mécanique lui aussi.

Ce spectacle est bien mis en scène. Il y a des trouvailles de jeux, d'entrées et de sorties. Rien n'est gratuit. Un geste ou un mouvement apporte au contraire au texte, le sou-

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



**LE LITTRÉ**  
la seule édition intégrale et conforme du célèbre  
DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE  
(Edition Gallimard Rochelle)

**L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS I**  
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".  
**JEAN PAULHAN**  
de l'Académie Française  
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".  
**MAURICE GARÇON**  
de l'Académie Française  
"Un cadeau royal et précieux".  
**FRANÇOIS MAURIAC**  
de l'Académie Française  
"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".  
**MARCEL JOUHANDEAU**  
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".  
**RAYMOND QUENEAU**  
de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "Bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur veau ivrois, reliés pleine toile.

**Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :**  
10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

**BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII<sup>e</sup>)**  
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)  
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerais (cocher la case figurant devant la formule choisie)  
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.  
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35  
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.  
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom.....Profession.....  
Adresse.....  
N° C.C.P. ou bancaire.....  
T. S. 7

# JOHNSON A RIDICULISÉ GOLDWATER MAINTENANT IL DOIT AGIR

**J**OHNSON vient de remporter une formidable victoire. Avec plus de 61 % des suffrages exprimés, il bat le record de Roosevelt avant guerre. Il n'a pourtant pas l'audace de ce dernier, ni son prestige international. Johnson est un homme assez libéral, prudent, rusé, à l'entourage parfois mal choisi. Il a, des Texans, le goût des affaires qui rapportent. Il n'a ni le talent de Kennedy, ni son intelligence, ni sa culture. Mais il n'a pas non plus ce qu'il faut bien appeler la bêtise de Goldwater, ce réactionnaire sans panache, inculte à un point inimaginable, qui a écrit des centaines de pages sur la situation mondiale sans, par exemple, parler une seule fois des pays européens, et qui n'avait pour vrais soutiens que la racaille raciste du Sud et les nostalgiques bien habillés de la « secte » fascisante appelée John Birch Society.

Beaucoup de jeunes républicains ont lâché leur parti devant tant d'indigence intellectuelle et devant tant de tartarades : Goldwater voulait repousser le communisme jusqu'à un lieu d'ailleurs indéterminé, il était contre tout : contre l'O.N.U., contre la sécurité sociale, contre les droits des Noirs, contre son temps, tout simplement. Elu, il n'aurait pas déclenché la guerre, mais les Américains ont préféré prendre une assurance-vie, politique au moins, en votant pour le candidat démocrate. Johnson peut désormais gouverner. Sa majorité au Sénat et à la Chambre des Représentants est renforcée. Un goût de la sécurité, pour une fois de bon aloi, a triomphé en Amérique.

Mais, maintenant, Johnson doit agir, à l'intérieur et à l'extérieur. Et, pour ce faire, il ne manquera pas de mécontenter bon nombre de ses électeurs et des groupes de pression économiques et financiers qui ont financé sa campagne.

## La révolution noire

Le premier défi qu'il doit d'ores et déjà affronter est le problème racial. Dès le lendemain des résultats, le grand champion de la cause des Noirs, maintenant auréolé de son jeune prix Nobel de la paix, le pasteur Martin Luther King, a repris l'offensive. La stratégie des Noirs a été remarquablement habile. Pendant l'été, des manifestations se sont déroulées dans le Sud et dans le Nord. Elles ont obligé les candidats à prendre position pour ou contre la vraie liberté d'un dixième de la population américaine. Mais la poursuite des « troubles » pouvait indisposer les électeurs du centre-droit et ces « libéraux » qui veulent que les Noirs aient des droits, certes, mais sans pour cela bouleverser l'« ordre » socio-économique des Etats-Unis. Les manifestations ont donc cessé. Les démocrates l'ont emporté. Et aujourd'hui Martin Luther King déclare que la lutte reprend. Il va commencer par le Sud, par les seuls Etats qui ont voté en majorité pour Goldwater.

Johnson est populaire chez les Noirs. Dans certains quartiers « de couleur », il a remporté jusqu'à 99 p. 100 des voix ! Mais il devra faire vite s'il ne veut pas être débordé par les justes revendications d'une communauté brimée. Il n'est pas sûr qu'il comprenne jusqu'où va la volonté d'émancipation des Noirs. Une structure sociale tout entière est remise en cause, mentalement, d'une part, et économiquement, d'autre part. King, en août, à la Convention démocrate, était allé jusqu'à réclamer une planification nationale de la conquête de leur dignité par les Noirs. Il a déclaré, lui qui n'a rien d'un excité, qu'après tout, la société doit (comme on a une dette) aux Noirs des maisons, une justice, des écoles, du travail, une police « intégrée » qui ne soit plus faite de brutes, comme dans les ghettos du Nord ou dans les « colonies » du Sud. Un de nos amis se trouvait, il y a

quelques semaines, dans le Sud. Il demandait à un shérif comment il faudrait régler le problème. « Vous connaissez Eichman ? », répondit l'autre.

## Intervenir pour les pauvres

Après les Noirs, les pauvres. Les deux notions coïncident souvent, mais pas toujours. Il y a dans les villes d'immenses zones de taudis. Il y a beaucoup de « petits blancs », dans les campagnes, qui sont d'autant plus amers et racistes qu'ils sont en concurrence avec les Noirs pour les postes de travail. Il y a de grandes zones qui furent jadis prospères, mais que l'activité économique a délaissées parce que les mines de charbon s'épuisent ou parce que les usines se déplacent. Pour tous ces gens, il y a, bien sûr, un problème d'argent, mais il y a aussi un problème d'éducation. Un jour, Kennedy se fit apporter les statistiques de l'armée. Il fut effaré de constater le grand nombre de recrues qui sont réformées pour déficience physique et intellectuelle. C'est l'envers du décor, c'est l'envers des médailles des beaux athlètes des Jeux olympiques. Mais les Etats-Unis ne nient pas ces tares. Il n'en reste pas moins que, pour les guérir, il faudra une intervention croissante de Washington dans les affaires des Etats. En Amérique, comme partout, le libéralisme conduit à de tragiques « oublis ». Johnson aura du mal à imposer, s'il le veut, sa volonté à des Etats habitués à faire ce que bon leur semble, et parfois à gérer leurs affaires avec des méthodes plus ou moins totalitaires. Encore une fois, il faut encore citer le Sud.

Le Président aura bien d'autres obstacles à sauter. Aura-t-il la possibilité, comme Kennedy, de s'affirmer contre les gros groupes d'intérêt ? Saura-t-il, comme son prédécesseur, refuser, par exemple, aux trusts de l'acier une augmentation des prix, jugeant que les bénéfices sont suffisamment élevés ? Osera-t-il, lui l'élu du Texas, toucher au scandale des pétroliers qui ne paient pratiquement pas d'impôts ? Rien n'est moins certain.

A l'extérieur aussi, Washington a du travail.

## Négocier au Vietnam

La marge obtenue par Johnson lui permet de poursuivre sans crainte d'être contredit la politique de coexistence pacifique. Il n'est cependant pas certain que, durant tout son mandat, l'U.R.S.S. lui laisse faire tout ce qu'il veut n'importe où dans le monde. L'été 1964 a, à cet égard, été particulièrement faste pour la diplomatie américaine qui a pu, sans être aucunement dérangée, intervenir brutalement au Vietnam du Nord et au Congo. Lasse de ses échecs extérieurs, l'U.R.S.S. pourrait, un jour, mettre un terme à une telle liberté d'action.

A court terme, c'est en Asie du Sud-Est que Johnson doit agir. Il est empêtré dans une guerre sans fin que personne ne peut gagner militairement, mais que les Etats-Unis doivent terminer rapidement s'ils ne veulent pas subir un échec politique. Deux mauvaises nouvelles leur sont parvenues de cette région en un mois : la bombe atomique chinoise a explosé et la base de Bien Hoa a été en partie détruite par les mortiers du Front national de libération du Vietnam du Sud. A peine formé, le gouvernement de Saïgon découvre son impopularité dans la population et dans l'armée. Les Américains cherchent une porte de sortie. Il est cependant à craindre qu'avant de « lâcher » le Vietnam, et donc toute la péninsule de l'ancienne Indochine, ils veuillent faire preuve de leur force militaire et bombardent le Vietnam du Nord. L'idée est dans l'air. Il n'est pas sûr que ce ne soit que du bluff.

L'autre difficulté pour l'Amérique, c'est l'Europe. Une Europe qui ne se fait pas et que Washington aimerait voir unie plutôt que divisée par d'irritants réveils nationalistes. La Grande-Bretagne travailliste — il ne faut quand même pas l'oublier — au nom d'on ne sait quelle estime à priori pour ce qui a nom de socialisme, est pour l'instant au garde-à-vous devant les Etats-Unis. Le grand souci de Johnson est incontestablement de Gaulle. Si, pour notre part, nous ne voyons aucun inconvénient à ce que nous sortions d'un bloc militaire, nous pouvons estimer que la sortie qui se prépare peut-être se fait dans les pires conditions. Les Etats-Unis sont dans une situation difficile, et leur compliquer la tâche à propos de l'O.T.A.N. et du Marché commun n'a rien qui puisse nous réjouir, tant qu'il s'agit d'une manœuvre qui cache (mal) une volonté de fausse puissance. Johnson a en face de lui un de Gaulle qui veut dicter sa volonté à l'Europe, qui recherche une « indépendance » qui lui permettra de bâtir calmement sa force de frappe et qui réveillera un chauvinisme dont on voudrait bien ne plus entendre parler.

## Libérer l'Amérique latine

Enfin, et pour ne prendre que les très grands sujets, Johnson, plus près de chez lui, va devoir décider d'une politique vis-à-vis de l'Amérique latine. Quand on relit certains discours de Kennedy sur ces pays, on est étonné d'une certaine franchise : tous les chiffres de misère, d'analphabétisme, d'inégalités sociales y sont. Il y manque pourtant l'essentiel : la veulerie de beaucoup de dirigeants latino-américains et la formidable colonisation économique et culturelle que les Etats-Unis font subir à leurs voisins du Sud. Déjà le réformiste chilien Frei déclare que l'Organisation des Etats Américains (O.E.A.) est un anachronisme. Il semble que la situation ne soit réellement pas mûre pour de nouvelles révolutions « à la cubaine ». Mais Johnson sera jugé à court terme sur sa politique vis-à-vis du Chili. Frei a été élu parce qu'il voulait faire des réformes qui toucheraient sérieusement aux intérêts américains. S'il a le courage de les entreprendre, et si Washington le laisse faire sans lui couper l'aide, un grand pas aura été franchi. Cela voudra dire qu'il existe en Amérique un pouvoir politique qui puisse prendre des initiatives sans se laisser mettre aux ordres des trusts qui grugent les républiques latines. Disons tout de suite notre pessimisme dans ce domaine. L'Amérique latine, c'est un peu comme les Noirs : c'est un ensemble de revendications qui vont si loin qu'elles remettent en cause une situation que peu d'Américains trouvent vraiment scandaleuse.

Tels sont les principaux problèmes qui se posent au nouveau Président. Il peut en naître d'autres en quatre ans de pouvoir. Mais tels qu'ils sont actuellement, ils sont déjà très vastes et délicats à traiter.

Et puis, M. Johnson, tout victorieux qu'il soit, ne doit pas oublier qu'un électeur sur trois a voté pour cette dangereuse nullité qu'est Goldwater. Viennent pour l'Amérique des échecs internes ou externes, toute cette rancœur remontera dans quatre ans (et même avant, aux élections au Congrès en 1966), augmentée encore du nombre des gens qui, apeurés cette fois par les gesticulations du cowboy républicain, pourraient chanter d'avis alors au nom de la « grandeur » et du conservatisme.

Johnson a remporté un triomphe, mais sa liberté de manœuvre est d'autant plus étroite que les difficultés qu'il doit surmonter sont plus grandes.

Jacques Derennes.